

UNION POSTALE UNIVERSELLE

CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE

CONCLUE ENTRE

L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE,
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, L'ENSEMBLE DES POSSESSIONS INSULAIRES DES
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AUTRES QUE LES ILES PHILIPPINES, LES ILES
PHILIPPINES,

LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, LA COMMONWEALTH DE L'AUSTRALIE, L'AUTRICHE,
LA BELGIQUE, LA COLONIE DU CONGO BELGE, LA BOLIVIE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE,

LE CANADA, LE CHILI, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE,

LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA, LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, LE DANEMARK,
LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LA RÉPUBLIQUE DOMINICaine, L'ÉGYPTE,
L'ÉQUATEUR,

L'ESPAGNE, LES COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTHONIE, L'ÉTHIOPIE,

LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS
DE L'INDOCHINE, L'ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES,

LA GRANDE-BRETAGNE ET DIVERS COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES,

LA GRÈCE, LE GUATÉMALA, LA RÉPUBLIQUE D'HAITI, LA RÉPUBLIQUE DU
HONDURAS,

LA HONGRIE, L'INDE BRITANNIQUE, L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, L'ISLANDE,
L'ITALIE, L'ENSEMBLE DES COLONIES ITALIENNES, LE JAPON, LE CHOSEN,

L'ENSEMBLE DES AUTRES DÉPENDANCES JAPONAISES, LA LETTONIE,

LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, LA LITHUANIE, LE LUXEMBOURG, LE MAROC (A
L'EXCLUSION DE LA ZONE ESPAGNOLE), LE MAROC (ZONE ESPAGNOLE), LE

MEXIQUE, LE NICARAGUA,

LA NORVÈGE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LE PARAGUAY,
LES PAYS-BAS, LES INDES NÉERLANDAISES, LES COLONIES NÉERLANDAISES

EN AMÉRIQUE, LE PéROU, LA PERSE, LA POLOGNE, LE PORTUGAL,

LES COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE, LES COLONIES PORTUGAISES DE L'ASIE

ET DE L'Océanie, LA ROUMANIE, LA RÉPUBLIQUE DE ST-MARIN, LE SALVADOR,

LE TERRITOIRE DE LA SARRE, LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES,

LE ROYAUME DE SIAM, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TUNISIE,

LA TURQUIE, L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES,

L'URUGUAY ET LES ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Congrès à Stockholm en vertu de l'article 27 de la Convention postale universelle conclue à Madrid le 30 novembre 1920, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, revisé ladite Convention conformément aux dispositions suivantes :

**TITRE I
DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE**

**CHAPITRE I.
ORGANISATION ET RESSORT DE L'UNION**

ARTICLE PREMIER.

Constitution de l'Union.

Les Pays entre lesquels est conclue la présente Convention forment, sous la dénomination d'Union postale universelle, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des correspondances. L'Union postale a également pour objet d'assurer l'organisation et le perfectionnement des divers services postaux internationaux.

ARTICLE 2.

Adhésions nouvelles. Procédure.

Les Pays qui ne font pas partie de l'Union sont admis en tout temps à adhérer à la Convention.

Leur demande d'adhésion doit être notifiée par voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse et par celui-ci aux Gouvernements de tous les Pays de l'Union.

ARTICLE 3.

Convention et Arrangements de l'Union.

Le service de la poste aux lettres est réglé par les dispositions de la Convention.

D'autres services, tels que ceux, notamment, des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, des colis postaux, des mandats de poste, des virements postaux, des valeurs à recouvrer et des abonnements aux journaux et écrits périodiques, font l'objet d'Arrangements entre Pays de l'Union.

Ces Arrangements sont obligatoires seulement pour les Pays qui y ont adhéré.

L'adhésion à un ou plusieurs de ces Arrangements est soumise aux dispositions de l'article précédent.

ARTICLE 4.

Règlements d'exécution.

Les Administrations de l'Union arrêtent d'un commun accord, dans des Règlements d'exécution, les mesures d'ordre et de détail nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements.

ARTICLE 5.

Traités spéciaux et Unions restreintes. Rayon limitrophe.

1. — Les Pays de l'Union ont le droit de maintenir et de conclure des traités ainsi que de maintenir et d'établir des Unions restreintes en vue de la réduction des taxes ou de toute autre amélioration des relations postales.

2. — De leur côté, les Administrations sont autorisées à prendre entre elles les arrangements nécessaires au sujet des questions qui n'intéressent pas l'ensemble de l'Union, sous réserve de ne pas y introduire des dispositions moins favorables que celles prévues par les Actes de l'Union. Elles peuvent, notamment, en ce qui concerne les objets de correspondance, s'entendre entre elles pour l'adoption de taxes réduites dans un rayon de 30 kilomètres.

ARTICLE 6.

Législation intérieure.

Les stipulations de la Convention et des Arrangements de l'Union ne portent pas atteinte à la législation de chaque Pays dans tout ce qui n'est pas expressément prévu par ces Actes.

ARTICLE 7.

Relations avec les Pays étrangers à l'Union.

Les Administrations de l'Union qui entretiennent des relations avec des Pays étrangers à celle-ci sont tenues de mettre ces relations à la disposition des autres Administrations pour l'échange des correspondances.

Les dispositions de la Convention s'appliquent à l'échange des objets de correspondance entre les Pays de l'Union et les Pays étrangers à cette dernière, toutes les fois que cet échange emprunte les services de deux des Parties contractantes au moins.

ARTICLE 8.

Colonies, Protectorats, etc.

Sont considérés comme formant un seul Pays ou une seule Administration de l'Union, suivant le cas, au sens de la Convention et des Arrangements en ce qui concerne, notamment, leur droit de vote aux Congrès, aux Conférences et dans l'intervalle entre les réunions, ainsi que leur contribution aux dépenses du Bureau international de l'Union postale universelle :

- 1^o La Colonie du Congo belge ;
- 2^o L'ensemble des Possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique, autres que les Iles Philippines et comprenant Hawaï, Porto-Rico, Guam, et les Iles Vierges des Etats-Unis d'Amérique ;
- 3^o Les Iles Philippines ;
- 4^o L'ensemble des Colonies espagnoles ;
- 5^o L'Algérie ;
- 6^o Les Colonies et Protectorats français de l'Indochine ;
- 7^o L'ensemble des autres Colonies françaises ;
- 8^o L'ensemble des Colonies italiennes ;
- 9^o Le Chosen ;
- 10^o L'ensemble des autres Dépendances japonaises ;
- 11^o Les Indes néerlandaises ;
- 12^o Les Colonies néerlandaises en Amérique ;
- 13^o Les Colonies portugaises de l'Afrique ;
- 14^o Les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie.

ARTICLE 9.

Ressort de l'Union.

Sont considérés comme appartenant à l'Union postale universelle :

- a) les bureaux de poste établis par des Pays de l'Union dans les Pays étrangers à l'Union ;
- b) la Principauté de Liechtenstein, comme relevant de l'Administration des postes de Suisse ;
- c) les Iles Féroë et le Groenland, comme faisant partie du Danemark ;
- d) les Possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, comme faisant partie de l'Espagne ; la République du Val d'Andorre, comme relevant de l'Administration des postes espagnoles ;
- e) la Principauté de Monaco, comme relevant de l'Administration des postes de France ;

f) Walvisch-Bay, comme faisant partie de l'Union de l'Afrique du Sud ; Basutoland, comme relevant de l'Administration des postes de l'Union de l'Afrique du Sud ;

g) les bureaux de poste norvégiens établis aux Iles de Spitzberg, comme relevant de l'Administration des postes de Norvège.

ARTICLE 10.

Arbitrages.

1. — En cas de dissens entre deux ou plusieurs membres de l'Union relativement à l'interprétation de la Convention et des Arrangements ou de la responsabilité dérivant, pour une Administration, de l'application de ces Actes, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des Administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

Au cas où l'un des Offices en désaccord ne donnerait pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois, ou de neuf mois pour les Pays d'outre-mer, le Bureau international pourra, sur la demande qui lui en sera faite, provoquer à son tour la désignation d'un arbitre par l'Office défaillant ou en désigner un lui-même, d'office.

2. — La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

3. — En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration également désintéressée dans le litige.

A défaut d'une entente sur le choix, cette Administration est désignée par le Bureau international parmi les membres de l'Union non proposés par les arbitres.

4. — Les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des Offices exécutant l'Arrangement qui donne lieu au litige.

ARTICLE 11.

Sortie de l'Union. Cessation de participation aux Arrangements.

Chaque Partie contractante a la faculté de se retirer de l'Union ou de cesser sa participation aux Arrangements moyennant avertissement donné un an à l'avance par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

CHAPITRE II

CONGRÈS. CONFÉRENCES. COMMISSIONS

ARTICLE 12.

Congrès.

1. — Les délégués des Pays de l'Union se réunissent en Congrès au plus tard cinq ans après la date de mise à exécution des Actes du Congrès précédent en vue de les soumettre à révision ou de les compléter, s'il y a lieu.

Chaque Pays se fait représenter au Congrès par un ou plusieurs délégués plénipotentiaires munis par leur Gouvernement des pouvoirs nécessaires. Il peut, au besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Pays. Toutefois, il est entendu qu'une délégation ne peut être chargée que de la représentation de deux Pays, y compris celui qui l'a primitivement accréditée.

Dans les délibérations, chaque Pays dispose d'une seule voix.

2. — Chaque Congrès fixe le lieu de la réunion du Congrès suivant. Celui-ci est convoqué par les soins du Gouvernement du Pays dans lequel il doit avoir lieu, après entente avec le Bureau international. Ce Gouvernement est également chargé de la notification à tous les Gouvernements et Pays de l'Union des décisions prises par le Congrès.

ARTICLE 13.

Ratifications. Mise à exécution et durée des Actes du Congrès.

Les Actes des Congrès sont ratifiés aussitôt que possible et les ratifications sont communiquées au Gouvernement du Pays, siège du Congrès.

Dans le cas où une ou plusieurs des Parties contractantes ne ratifieraient pas l'un ou l'autre des Actes signés par elles, ceux-ci n'en seraient pas moins valables pour les Etats qui les auront ratifiés.

Ces Actes sont mis à exécution simultanément et ont la même durée.

Dès le jour fixé pour la mise à exécution des Actes adoptés par un Congrès, tous les Actes du Congrès précédent sont abrogés, sauf disposition contraire.

ARTICLE 14.

Congrès extraordinaires.

Lorsque la demande en est faite ou approuvée par les deux tiers au moins des Pays contractants, un Congrès extraordinaire est réuni après entente avec le Bureau international.

Les règles édictées aux articles 12 et 13 sont applicables aux délégations, aux délibérations et aux Actes des Congrès extraordinaires.

ARTICLE 15.

Règlement des Congrès.

Chaque Congrès arrête le règlement nécessaire à ses travaux et à ses délibérations.

ARTICLE 16.

Conférences.

Des Conférences chargées de l'examen de questions purement administratives peuvent être réunies à la demande des deux tiers au moins des Administrations de l'Union.

Elles sont convoquées après entente avec le Bureau international.

Les Conférences arrêtent leur règlement.

ARTICLE 17.

Commissions.

Les Commissions chargées par un Congrès ou une Conférence de l'étude d'une ou de plusieurs questions déterminées sont convoquées par le Bureau international après entente, le cas échéant, avec l'Administration du Pays où ces Commissions doivent se réunir.

CHAPITRE III

PROPOSITIONS DANS L'INTERVALLE DES RÉUNIONS

ARTICLE 18.

Introduction des propositions.

Dans l'intervalle des réunions, toute Administration a le droit d'adresser aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant la Convention et son Règlement.

Le même droit est accordé aux Administrations des Pays participant aux Arrangements en ce qui concerne ces Arrangements et leurs Règlements.

Pour être mises en délibération, toutes les propositions introduites dans l'intervalle des réunions doivent être appuyées par au moins deux Administrations, sans compter celle dont elles émanent. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, le nombre nécessaire de déclarations d'appui.

ARTICLE 19.

Examen des propositions.

Toute proposition est soumise à la procédure suivante :

Un délai de six mois est laissé aux Administrations pour examiner la proposition et pour faire parvenir au Bureau international, le cas échéant, leurs observations. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations avec invitation de se prononcer pour ou contre. Celles qui n'ont point fait parvenir leur vote dans un délai de six mois, à compter de la date de la seconde circulaire du Bureau international leur notifiant les observations présentées, sont considérées comme s'abstenant.

Si la proposition concerne un Arrangement ou le Règlement y relatif, seules les Administrations ayant adhéré à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées ci-dessus.

ARTICLE 20.

Conditions d'approbation.

1. — Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir :
 - a) l'unanimité des suffrages s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des Titres I, II et des articles 33 à 36, 38, 48 à 53, 55, 56, 58, 60 à 63, 65 à 75, 77 à 80 de la Convention, ainsi que des articles 1, 4, 17, 53, 66 et 86 de son Règlement ;
 - b) les deux tiers des suffrages s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles mentionnées à l'alinéa précédent ;
 - c) la majorité absolue s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la Convention et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 10.
2. — Les Arrangements fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'approbation des propositions qui les concernent.

ARTICLE 21.

Notification des résolutions.

Les additions et les modifications apportées à la Convention et aux Arrangements sont consacrées par une déclaration diplomatique que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre, à la demande du Bureau international, aux Gouvernements des Pays contractants.

Les additions et les modifications apportées aux Règlements sont constatées et notifiées aux Administrations par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées sous la lettre c) de l'article précédent.

ARTICLE 22.

Exécution des résolutions.

Toute addition ou modification adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

CHAPITRE IV
DU BUREAU INTERNATIONAL

ARTICLE 23.

Attributions générales.

1. — Un Office central, fonctionnant à Berne sous la dénomination de Bureau international de l'Union postale universelle, et placé sous la haute surveillance de l'Administration des postes suisses, sert d'organe de liaison, d'information et de consultation aux Pays de l'Union.

Ce Bureau est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes ; d'émettre, à la demande des Parties en cause, un avis sur les questions litigieuses ; d'instruire les demandes en modification des Actes du Congrès ; de notifier les changements adoptés et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que la Convention, les Arrangements et leurs Règlements lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.

2. — Il intervient, à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service international des postes, entre les Administrations qui réclament cette intervention.

ARTICLE 24.

Dépenses du Bureau international.

1. — Chaque Congrès arrête le chiffre maximum que peuvent atteindre annuellement les dépenses ordinaires du Bureau international.

Ces dépenses, ainsi que les frais extraordinaires auxquels donne lieu la réunion d'un Congrès, d'une Conférence ou d'une Commission, et les frais que pourraient entraîner des travaux spéciaux confiés à ce Bureau, sont supportés en commun par tous les Pays de l'Union.

2. — Ceux-ci sont divisés, à cet effet, en sept classes dont chacune contribue au paiement des dépenses dans la proportion ci-après :

1 ^{re} classe	25 unités	5 ^e classe	5 unités
2 ^e »	20 »	6 ^e »	3 »
3 ^e »	15 »	7 ^e »	1 unité
4 ^e »	10 »		

3. — En cas d'adhésion nouvelle, le Gouvernement de la Confédération suisse détermine, d'un commun accord avec le Gouvernement du Pays intéressé, la classe dans laquelle celui-ci doit être rangé au point de vue de la répartition des frais du Bureau international.

TITRE II
RÈGLES D'ORDRE GÉNÉRAL

CHAPITRE UNIQUE

ARTICLE 25.

Liberté de transit.

1. — La liberté du transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

2. — La liberté du transit des colis postaux est limitée au territoire des Pays participant à ce service. Les envois avec valeur déclarée peuvent transiter en dépêches closes par le territoire des Pays non adhérents à l'Arrangement concernant les envois de l'espèce, mais la responsabilité de ces Pays est limitée à celle qui est prévue pour les envois recommandés.

ARTICLE 26.**Droit d'utiliser les services de l'Union.**

Les Pays de l'Union reconnaissent à toutes personnes le droit d'utiliser les services faisant l'objet de la Convention et des Arrangements.

ARTICLE 27.**Interdiction de taxes non prévues.**

Il est interdit de percevoir des taxes postales, de quelque nature que ce soit, autres que celles prévues par la Convention et les Arrangements.

ARTICLE 28.**Suspension temporaire de service.**

Lorsque, par suite de circonstances extraordinaires, une Administration se voit obligée de suspendre temporairement et d'une manière générale ou partielle, soit l'expédition des objets de correspondance qui lui sont livrés par une autre Administration, soit l'exécution d'un ou de plusieurs services spéciaux, elle est tenue d'en donner immédiatement avis, au besoin par télégraphe, à l'Administration ou aux Administrations intéressées.

ARTICLE 29.**Monnaie-type.**

Le franc pris comme unité monétaire dans les dispositions de la Convention et des Arrangements est le franc-or à 100 centimes d'un poids de 10/31^e de gramme et d'un titre de 0,900.

ARTICLE 30.**Équivalents.**

Dans chaque Pays de l'Union, les taxes sont établies d'après une équivalence correspondant, aussi exactement que possible, dans la monnaie actuelle de ce Pays, à la valeur du franc.

ARTICLE 31.**Formules. Langue.**

1. — Les formules à l'usage des Administrations pour leurs relations réciproques doivent être rédigées en langue française, avec ou sans traduction interlinéaire dans une autre langue, à moins que les Administrations intéressées n'en disposent autrement par une entente directe.

2. — Les formules à l'usage du public qui ne sont pas imprimées en langue française doivent comporter une traduction interlinéaire en cette langue.

3. — Les formules dont il est question aux §§ 1 et 2 doivent avoir des dimensions se rapprochant, autant que possible, de celles prescrites par les Règlements de la Convention et des Arrangements.

4. — Les Administrations peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques.

ARTICLE 32.**Cartes d'identité.**

1. — Chaque Administration peut délivrer, aux personnes qui en font la demande, des cartes d'identité valables comme pièces justificatives pour toutes les transactions effectuées par les bureaux de poste des Pays qui n'auraient pas notifié leur refus de les admettre.

2. — L'Administration qui fait délivrer une carte d'identité est autorisée à percevoir, de ce chef, une taxe qui ne peut être supérieure à un franc.

3. — Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité lorsqu'il est établi que la livraison d'un envoi postal ou le payement d'un mandat a eu lieu sur la présentation d'une carte d'identité régulière.

Elles ne sont pas, non plus, responsables des conséquences que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux d'une carte d'identité régulière.

4. — La carte d'identité est valable pendant trois ans à partir du jour de son émission.

TITRE III

DISPOSITIONS CONCERNANT LES CORRESPONDANCES POSTALES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 33.

Objets de correspondance.

La dénomination d'objets de correspondance s'applique aux lettres, aux cartes postales simples et avec réponse payée, aux papiers d'affaires, aux échantillons de marchandises et aux imprimés de toute nature, y compris les impressions en relief à l'usage des aveugles.

ARTICLE 34.

Taxes et conditions générales.

1. — Les taxes d'affranchissement pour le transport des objets de correspondance dans toute l'étendue de l'Union, y compris leur remise au domicile des destinataires dans les pays où le service de distribution est ou sera organisé, sont fixées conformément aux indications du tableau ci-après :

Objets	Unités de poids	Taxes	Limites	
			de poids	de dimensions
LETTRES { 1 ^{er} échelon de poids par échelon supplémentaire	gr. —	20 —	25 15	45 cm. dans chaque sens. <i>en rouleaux</i> : 75 cm. de longueur et 10 cm. de diamètre.
CARTES POSTALES { SIMPLES AVEC RÉPONSE	— —	15 30	— —	maxima { 15 cm. en longueur. 10,5 cm. en largeur. minima { 10 cm. en longueur. 7 cm. en largeur.
IMPRIMÉS	50	5	2 kilos ¹	¹ Ce poids est porté à 3 kilos pour les volumes expédiés isolément. 45 cm. de chaque côté.
IMPRESSIONS EN RELIEF POUR LES AVEUGLES	1000	5	3 kilos	<i>en rouleaux</i> :
PAPIERS D'AFFAIRES	50	5	2 kilos	75 cm. de longueur et 10 cm. de diamètre.
» » minimum de taxe	—	25	—	45 cm. en longueur. 20 cm. en largeur. 10 cm. en épaisseur.
ÉCHANTILLONS DE MARCHANDISES	50	5	500 gr.	<i>en rouleaux</i> :
» minimum de taxe	—	10	—	45 cm. de longueur et 15 cm. de diamètre.

Les Administrations ont la faculté de concéder, dans leurs relations réciproques, aux journaux et écrits périodiques expédiés directement par les éditeurs, une réduction de 50 % sur le tarif général des imprimés.

La même faculté leur est accordée en ce qui concerne les livres brochés ou reliés, à l'exclusion de toute publicité ou réclame.

Il en est de même des éditions littéraires et scientifiques échangées entre les institutions savantes.

2. — Chaque pays de l'Union fixe, selon les indications du tableau ci-dessus, les taxes à percevoir pour les objets de correspondance.

3. — Les lettres ne doivent contenir aucune lettre, note ou document adressé à des personnes autres que le destinataire ou des personnes habitant avec ce dernier.

4. — Les papiers d'affaires, les échantillons de marchandises et les imprimés de toute nature ne doivent contenir aucune lettre ou note ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ; ils doivent être conditionnés de manière à pouvoir être facilement vérifiés, sauf les exceptions prévues au Règlement.

5. — Les limites de poids et de dimensions fixées au § 1 du présent article ne s'appliquent pas aux correspondances relatives au service postal, dont il est question au § 1 de l'article 43.

6. — Les paquets d'échantillons de marchandises ne peuvent renfermer aucun objet ayant une valeur marchande.

7. — La réunion en un seul envoi d'objets de correspondance de catégories différentes (objets groupés) est autorisée dans les conditions fixées par le Règlement.

8. — Sauf les exceptions prévues par la Convention et son Règlement, il n'est pas donné cours aux envois qui ne remplissent pas les conditions requises.

Les objets qui auraient été admis à tort peuvent être renvoyés à l'Office d'origine. Si l'Office de destination les remet au destinataire, il doit éventuellement leur appliquer les taxes et surtaxes prévues pour la catégorie de correspondances à laquelle ils appartiennent réellement.

9. — Les envois affranchis au tarif des lettres peuvent renfermer des objets possibles de droits de douane, lorsque l'importation de ces objets, sous forme de lettres, est admise dans le pays de destination.

Ces envois doivent être revêtus, du côté de la suscription, d'une étiquette conforme aux prescriptions du Règlement.

L'Administration du pays destinataire est autorisée à soumettre ces envois au contrôle douanier, à les ouvrir d'office et à percevoir les droits d'entrée, dans la forme prévue par sa législation.

ARTICLE 35.

Affranchissement.

Les envois autres que les lettres et les cartes postales simples doivent être entièrement affranchis.

Il n'est pas donné cours aux cartes postales avec réponse payée dont les deux parties ne sont pas entièrement affranchies au moment du dépôt.

ARTICLE 36.

Taxe en cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement.

En cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement et sauf les exceptions prévues par l'article 39 du Règlement pour certaines catégories d'envois réexpédiés, les objets de correspondance de toute nature sont possibles, à la charge des destinataires, d'une taxe double du montant de l'affranchissement manquant ou de l'insuffisance, sans que cette taxe puisse être inférieure à 10 centimes.

ARTICLE 37.**Correspondances en dehors de l'Union.**

1. — Les taxes pour les correspondances à destination des pays en dehors de l'Union ne doivent pas être inférieures au tarif normal de l'Union.

2. — Les correspondances originaires de pays en dehors de l'Union qui sont livrées à un pays de l'Union non affranchies ou insuffisamment affranchies sont taxées par l'Office distributeur selon les règles applicables dans son propre service aux envois similaires à destination des pays d'où proviennent lesdites correspondances.

ARTICLE 38.**Surtaxes.**

Il peut être perçu, en sus des taxes fixées par les articles 34 et 37, pour tout objet transporté par des services dépendant d'Administrations étrangères à l'Union, ou par des services extraordinaires dans l'Union donnant lieu à des frais spéciaux, une surtaxe en rapport avec ces frais.

Lorsque le tarif d'affranchissement de la carte postale simple comprend la surtaxe autorisée par l'alinéa précédent, ce même tarif est applicable à chacune des parties de la carte postale avec réponse payée.

ARTICLE 39.**Taxes spéciales.**

1. — Les Administrations sont autorisées à frapper d'une taxe additionnelle, selon les dispositions de leur législation, les objets remis à leurs services d'expédition en dernière limite d'heure.

2. — Les pays de destination qui sont autorisés par leur législation à délivrer les envois contenant des objets passibles de droits de douane peuvent percevoir, pour le dédouanement de ces envois, un droit de 50 centimes au maximum par envoi.

3. — Le pays de destination est autorisé à percevoir, pour les objets adressés poste restante, une taxe spéciale d'après sa législation.

ARTICLE 40.**Envois exprès.**

1. — Les objets de correspondance sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après l'arrivée, dans les pays dont les Administrations consentent à se charger de ce service dans leurs relations réciproques.

2. — Ces envois, qualifiés « exprès », sont soumis, en sus du port ordinaire, à une taxe spéciale s'élevant au minimum au double de l'affranchissement d'une lettre simple ordinaire et au maximum à un franc. Cette taxe doit être acquittée complètement et à l'avance par l'expéditeur.

3. — Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution gratuite du bureau de destination, la remise par exprès peut donner lieu à la perception d'une taxe complémentaire jusqu'à concurrence de celle qui est fixée dans le service interne.

La remise par exprès n'est toutefois pas obligatoire dans ce cas.

4. — Les objets exprès non complètement affranchis pour le montant total des taxes payables à l'avance sont distribués par les moyens ordinaires, à moins qu'ils n'aient été traités comme exprès par le bureau d'origine.

ARTICLE 41.**Interdictions.**

1. — Il est interdit d'expédier :

a) des objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les correspondances ;

- b) des matières explosives, inflammables ou dangereuses ;
- c) des animaux vivants, à l'exception des abeilles et des vers à soie ;
- d) des objets passibles de droits de douane, sauf les exceptions prévues à l'article 34, § 9, ainsi que des échantillons expédiés en nombre dans le but d'éviter la perception de ces droits ;
- e) de l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants ;
- f) des objets obscènes ou immoraux ;
- g) des objets quelconques dont l'entrée ou la circulation sont interdites dans le pays d'origine ou dans le pays de destination.

Il est, en outre, interdit d'expédier, dans les envois non recommandés, des pièces de monnaie, des billets de banque et des billets de monnaie, des matières d'or ou d'argent, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

2. — Les envois qui auraient été à tort admis à l'expédition doivent être renvoyés à l'Office d'origine, sauf le cas où l'Administration du pays de destination serait autorisée, par sa législation ou ses règlements intérieurs, à en disposer autrement.

Toutefois, les matières explosives, inflammables ou dangereuses et les objets obscènes ou immoraux ne sont pas renvoyés à l'Office d'origine ; ils sont détruits sur place par les soins de l'Administration qui en constate la présence.

Dans le cas où des envois admis à tort à l'expédition ne seraient ni renvoyés à l'origine, ni remis au destinataire, l'Office expéditeur doit en être informé pour qu'il puisse prendre éventuellement les mesures qui s'imposeraient.

3. — Est d'ailleurs réservé le droit de tout pays de l'Union de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport en transit à découvert ou la distribution des objets jouissant de la modération de taxe à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays.

Ces objets doivent être renvoyés à l'Office d'origine.

ARTICLE 42.

Modalités d'affranchissement.

1. — L'affranchissement est opéré, soit au moyen de timbres-poste valables dans le pays d'origine pour la correspondance des particuliers, soit au moyen d'empreintes de machines à affranchir, officiellement adoptées et fonctionnant sous le contrôle immédiat de l'Administration.

2. — Sont considérés comme dûment affranchis : les cartes-réponse portant, imprimés ou collés, des timbres-poste du pays d'émission de ces cartes, les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours et dont le complément de taxe a été acquitté avant leur réexpédition, ainsi que les journaux ou paquets de journaux et écrits périodiques dont la suscription porte la mention « Abonnement-poste » ou une mention équivalente et qui sont expédiés en vertu de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques.

3. — Les correspondances déposées en pleine mer dans la boîte d'un paquebot ou entre les mains des agents des postes embarqués ou des commandants de navires peuvent être affranchies, sauf arrangement contraire entre les Administrations intéressées, au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du pays auquel appartient ou dont dépend ledit paquebot. Si le dépôt à bord a lieu pendant le stationnement aux deux points extrêmes du parcours ou dans l'une des escales intermédiaires, l'affranchissement n'est valable qu'autant qu'il est effectué au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du pays dans les eaux duquel se trouve le paquebot.

ARTICLE 43.

Franchise de port.

1. — Sont admises à la franchise de port les correspondances relatives au service postal échangées entre les Administrations des postes, entre ces Administrations et le Bureau international, entre les bureaux de poste des pays de l'Union, et entre ces bureaux et les Administrations ainsi que celles dont le transport en franchise est expressément prévu par les dispositions de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements.

2. — Les correspondances, à l'exception des envois grevés de remboursement, destinées aux prisonniers de guerre ou expédiées par eux sont également affranchies de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Il en est de même des correspondances concernant les prisonniers de guerre, expédiées ou reçues, soit directement, soit à titre d'intermédiaire, par les bureaux de renseignements qui seraient établis éventuellement pour ces personnes dans des pays belligérants ou dans les pays neutres ayant recueilli des belligérants sur leur territoire.

Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits, en ce qui concerne l'application des dispositions ci-dessus.

ARTICLE 44.

Coupons-réponse.

Des coupons-réponse sont mis en vente dans les pays de l'Union.

Le prix de vente en est déterminé par les Administrations intéressées, mais ne peut être inférieur à 40 centimes ou à l'équivalent de cette somme dans la monnaie du pays de débit.

Chaque coupon est échangeable dans tout pays de l'Union contre un timbre ou des timbres représentant l'affranchissement d'une lettre simple originaire de ce pays à destination de l'étranger. Toutefois, l'échange doit se faire avant l'expiration du sixième mois qui suit celui de l'émission.

Est, en outre, réservée à chaque pays, la faculté d'exiger le dépôt simultané des coupons-réponse et des envois de correspondance à affranchir en échange de ces coupons.

ARTICLE 45.

Retrait. Modification d'adresse.

1. — L'expéditeur d'un objet de correspondance peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse, tant que cet objet n'a pas été livré au destinataire.

2. — La demande à formuler à cet effet est transmise par voie postale ou par voie télégraphique aux frais de l'expéditeur, qui doit payer, pour toute demande par voie postale, la taxe applicable à une lettre simple recommandée, et pour toute demande par voie télégraphique, la taxe du télégramme augmentée de la taxe postale, s'il s'agit d'une modification d'adresse.

ARTICLE 46.

Réexpédition. Rebut.

1. — La réexpédition d'objets de correspondance dans l'intérieur de l'Union ne donne lieu à la perception d'aucun supplément de taxe, sauf les exceptions prévues au Règlement.

Il en est de même du retour à l'expéditeur des objets tombés en rebut.

2. — Les objets de correspondance qui sont réexpédiés ou tombent en rebut sont livrés aux destinataires ou aux expéditeurs contre paiement des taxes dont ils ont été grevés au départ, à l'arrivée, ou en cours de route par suite de réexpédition au delà du premier parcours.

3. — Les correspondances tombées en rebut pour quelque cause que ce soit doivent être renvoyées immédiatement au pays d'origine.

Le délai de conservation des correspondances gardées en instance à la disposition des destinataires ou adressées « poste restante » est réglé par les dispositions du pays de destination. Toutefois, ce délai ne peut dépasser six mois dans les relations avec les pays d'outre-mer et deux mois dans les autres relations. Le renvoi au pays d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court, si l'expéditeur l'a demandé par une annotation sur la suscription en une langue connue dans le pays de destination.

4. — Les imprimés dénués de valeur ne sont pas renvoyés, à moins que l'envoyeur, par une annotation à l'extérieur de l'envoi, n'en ait demandé le retour.

5. — La taxe de « poste restante » prévue à l'article 39 ne suit pas l'objet en cas de réexpédition ou de mise en rebut.

6. — La taxe complémentaire stipulée à l'article 40, § 3, reste exigible en cas de réexpédition ou de mise en rebut d'un envoi exprès.

ARTICLE 47.

Réclamations.

1. — La réclamation de tout envoi peut donner lieu à la perception d'un droit fixe d'un franc au maximum.

En ce qui concerne les envois recommandés, aucun droit n'est perçu si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour un avis de réception.

2. — Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du dépôt.

CHAPITRE II ENVOIS RECOMMANDÉS

ARTICLE 48.

Taxes.

1. — Les objets de correspondance désignés à l'article 33 peuvent être expédiés sous recommandation.

Toutefois, les parties « Réponse » adhérentes aux cartes postales ne peuvent être recommandées par les expéditeurs primitifs de ces envois.

2. — La taxe de tout envoi recommandé doit être acquittée à l'avance. Elle se compose :

- a) du prix d'affranchissement ordinaire de l'envoi, selon sa nature ;
- b) d'un droit fixe de recommandation de 40 centimes au maximum.

3. — Un récépissé doit être délivré gratuitement à l'expéditeur d'un envoi recommandé, au moment du dépôt.

4. — Les pays disposés à se charger des risques pouvant dériver du cas de force majeure sont autorisés à percevoir une taxe spéciale de 40 centimes au maximum pour chaque envoi recommandé.

ARTICLE 49.

Avis de réception.

L'expéditeur d'un envoi recommandé peut obtenir un avis de réception en payant, au moment du dépôt, un droit fixe de 40 centimes au maximum.

L'avis de réception peut être demandé postérieurement au dépôt de l'envoi dans le délai fixé par l'article 47 pour les réclamations et moyennant paiement d'un droit qui ne doit pas dépasser le double de celui prévu à l'alinéa précédent.

ARTICLE 50.**Etendue de la responsabilité.**

Sauf les cas prévus à l'article suivant, les Administrations répondent de la perte des envois recommandés.

L'expéditeur a droit, de ce chef, à une indemnité dont le montant est fixé à 50 francs par objet.

S'il a acquitté les droits d'une réclamation et si celle-ci est motivée par une faute de service, ces droits sont également restitués.

ARTICLE 51.**Exceptions au principe de la responsabilité.**

Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité pour la perte d'envois recommandés :

- a) en cas de force majeure ; toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Office expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (art. 48, § 4) ;
- b) lorsqu'elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;
- c) lorsqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 41, § 1 ;
- d) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 47.

ARTICLE 52.**Cessation de la responsabilité.**

Les Administrations cessent d'être responsables des envois recommandés dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur.

Pour les envois adressés poste restante, ou conservés en instance à la disposition des destinataires, la responsabilité cesse par la délivrance à une personne qui a justifié de son identité suivant les règles en vigueur dans le pays de destination, et dont les noms et qualités sont conformes aux indications de l'adresse.

ARTICLE 53.**Payement de l'indemnité.**

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Office dont relève le bureau expéditeur de l'envoi, sous réserve de son droit de recours contre l'Office responsable.

ARTICLE 54.**Délai de payement.**

1. — Le payement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.

2. — L'Office d'origine est autorisé à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'Office intermédiaire ou destinataire qui, régulièrement saisi, a laissé s'écouler six mois sans donner de solution à l'affaire ; ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays d'outre-mer.

L'Office expéditeur peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà du délai prévu au paragraphe précédent lorsque la question de savoir si la perte de l'envoi est due à un cas de force majeure n'est pas tranchée.

ARTICLE 55.

Détermination de la responsabilité.

1. — Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité pour la perte d'un envoi recommandé incombe à l'Office qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation, et étant mis en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir, ni la délivrance au destinataire, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Office suivant.

Si la perte a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Offices en cause supportent le dommage par parts égales. Toutefois, l'intégralité de l'indemnité due doit être versée à l'Office d'origine par la première Administration qui ne peut établir la transmission régulière de l'envoi réclamé au service correspondant. Il appartient à cette Administration de récupérer sur les autres Offices responsables la quote-part de chacun d'eux dans le dédommagement de l'ayant droit.

2. — Lorsqu'un objet recommandé a été perdu dans des circonstances de force majeure, l'Office sur le territoire ou dans le service duquel la perte a eu lieu n'en est responsable envers l'Office expéditeur que si les deux pays se chargent des risques dérivant du cas de force majeure.

3. — Par le fait du paiement de l'indemnité, l'Administration responsable est subrogée jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

ARTICLE 56.

Remboursement de l'indemnité à l'Office expéditeur.

L'Office responsable ou pour le compte duquel le paiement est effectué en conformité de l'article 54 est tenu de rembourser à l'Office expéditeur le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement.

Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Office créiteur, soit au moyen d'un mandat de poste ou d'une traite, soit en espèces ayant cours dans le pays créiteur. Passé le délai de trois mois, la somme due à l'Office expéditeur est productive d'intérêt, à raison de sept pour cent l'an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

L'Office dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre pour liquider périodiquement les indemnités qu'elles ont payées aux expéditeurs et dont elles ont reconnu le bien-fondé.

ARTICLE 57.

Responsabilité pour les envois recommandés en dehors des limites de l'Union.

La responsabilité en matière d'envois recommandés à destination ou en provenance de pays étrangers à l'Union ou en transit par ces pays est réglée selon les dispositions suivantes :

- a) pour le transport dans le ressort de l'Union, d'après les stipulations de la Convention ;
- b) pour le transport en dehors des limites de l'Union, d'après les conditions notifiées par l'Office de l'Union qui sert d'intermédiaire.

CHAPITRE III

ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT

ARTICLE 58.

Taxes et conditions. Liquidation.

1. — Les correspondances recommandées peuvent être expédiées grevées de remboursement dans les relations entre les pays dont les Administrations conviennent d'assurer ce service.

Sauf arrangement contraire, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi.

Le maximum du remboursement est égal à celui fixé pour les mandats de poste à destination du pays d'origine de l'envoi.

Les objets contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des envois recommandés.

L'expéditeur paye, en outre, une taxe fixe qui ne peut être inférieure à 20 centimes, ni supérieure à 50 centimes, et un droit proportionnel de $\frac{1}{2}$ pour cent du montant du remboursement. L'Office expéditeur a la faculté d'arrondir ces taxes d'après les convenances de son système monétaire.

2. — Le montant encaissé sur le destinataire est transmis à l'expéditeur au moyen d'un mandat de remboursement qui est émis gratuitement.

Les Administrations peuvent s'entendre sur un autre procédé pour la liquidation des sommes encaissées. Elles peuvent, notamment, se charger, dans des conditions à convenir, de les verser en compte courant postal dans le pays de destination de l'envoi.

ARTICLE 59.

Annulation du montant du remboursement.

L'expéditeur d'un envoi recommandé grevé de remboursement peut demander le dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement.

Les demandes de cette nature sont soumises aux mêmes dispositions que les demandes de retrait ou de modification d'adresse (art. 45).

ARTICLE 60.

Responsabilité en cas de perte de l'envoi.

La perte d'un envoi recommandé grevé de remboursement engage la responsabilité du service postal dans les conditions déterminées par les articles 50 et 51.

ARTICLE 61.

Garantie des sommes encaissées régulièrement.

Les sommes encaissées régulièrement du destinataire, qu'elles aient été ou non converties en mandats de poste ou versées en compte courant postal, sont garanties à l'expéditeur dans les conditions déterminées en faveur du déposant par l'Arrangement concernant les mandats de poste ou par les prescriptions régissant le service des chèques et virements postaux.

ARTICLE 62.

Indemnité en cas de non-encaissement, d'encaissement insuffisant ou frauduleux.

1. — Si l'envoi a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité, pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai

prévu à l'article 47, § 2, et à moins que le non-encaissement ne soit dû à une faute ou à une négligence de sa part ou que le contenu de l'envoi ne tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 41.

Il en est de même si la somme encaissée du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra dépasser, en aucun cas, le montant du remboursement.

2. — Par le fait du paiement de l'indemnité et jusqu'à concurrence de son montant, l'Administration responsable est subrogée dans les droits de l'expéditeur pour tout recours éventuel contre le destinataire ou les tiers.

ARTICLE 63.

Sommes encaissées régulièrement. Indemnités. Paiement et recours.

L'obligation de payer les sommes encaissées régulièrement, ainsi que l'indemnité dont il est question à l'article précédent, incombe à l'Office dont relève le bureau expéditeur de l'envoi, sous réserve de son droit de recours contre l'Office responsable.

ARTICLE 64.

Délai de paiement.

Les dispositions de l'article 54 concernant les délais de paiement de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé s'appliquent au paiement des sommes encaissées ou de l'indemnité pour les envois contre remboursement.

ARTICLE 65.

Détermination de la responsabilité.

Le paiement, par l'Office expéditeur, des sommes encaissées régulièrement, ainsi que celui de l'indemnité prévue à l'article 62, se fait pour le compte de l'Office destinataire. Celui-ci est responsable, à moins qu'il ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'Office expéditeur.

Dans les cas d'encaissement frauduleux à la suite de la disparition dans le service d'un envoi contre remboursement, la responsabilité des Offices en cause est déterminée selon les règles prévues à l'article 55 pour la perte d'un envoi recommandé ordinaire.

ARTICLE 66.

Remboursement des sommes avancées.

L'Office destinataire est tenu de rembourser à l'Office expéditeur, dans les conditions prévues à l'article 56, les sommes qui ont été avancées pour son compte.

ARTICLE 67.

Mandats de remboursement.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas été payé au bénéficiaire, n'est pas remboursé à l'Office d'émission. Il est tenu à la disposition du bénéficiaire par l'Office expéditeur de l'envoi grevé de remboursement et revient définitivement à cet Office, après l'expiration du délai légal de prescription.

A tous les autres égards, et sous les réserves prévues au Règlement, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant les mandats de poste.

ARTICLE 68.

Partage de la taxe et du droit de remboursement.

Les taxes prévues au dernier alinéa du § 1 de l'article 58 sont partagées par moitié entre l'Administration d'origine et celle du pays de destination dans les conditions prescrites par le Règlement.

Dans le cas où deux Offices ne perçoivent pas une taxe fixe de remboursement d'égal montant, la quote-part à bonifier à l'Office correspondant est calculée sur la base de la taxe la plus faible.

CHAPITRE IV

ATTRIBUTION DES TAXES. FRAIS DE TRANSIT ET D'ENTREPOT

ARTICLE 69.

Attribution des taxes.

Sauf les cas expressément prévus par la Convention, chaque Administration garde en entier les sommes qu'elle a perçues.

ARTICLE 70.

Frais de transit.

1. — Les correspondances échangées en dépêches closes entre deux Administrations de l'Union, au moyen des services d'une ou de plusieurs autres Administrations (services tiers), sont soumises, au profit de chacun des pays traversés ou dont les services participent au transport, aux frais de transit indiqués dans le tableau suivant

	Par kilogramme	
	de lettres et de cartes postales	d'autres objets
1^o Parcours territoriaux		
jusqu'à 1.000 km.	0.75	0.10
au delà de 1.000 jusqu'à 2.000 km.	1.00	0.15
» 2.000 jusqu'à 3.000 km.	1.50	0.20
» 3.000 jusqu'à 6.000 km.	2.50	0.30
» 6.000 jusqu'à 9.000 km.	3.50	0.40
» 9.000 km.	4.50	0.50
2^o Parcours maritimes		
Jusqu'à 300 milles marins	0.75	0.10
Au delà de 300 jusqu'à 1.500 milles marins	2.00	0.25
Entre l'Europe et l'Amérique du Nord	3.00	0.40
Au delà de 1.500 jusqu'à 6.000 milles marins	4.00	0.50
Au delà de 6.000 milles marins	6.00	0.75

2. — Les frais de transit pour le transport maritime sur un trajet n'excédant pas 300 milles marins sont fixés au tiers des sommes prévues au paragraphe précédent, si l'Administration intéressée reçoit déjà, du chef des dépêches transportées, la rémunération afférente au transit territorial.

3. — En cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs Administrations, les frais du parcours total ne peuvent pas dépasser 6 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et

0 fr. 75 par kilogramme d'autres objets. Lorsque les totaux de ces frais dépassent respectivement 6 francs et 0 fr. 75, ils sont répartis entre les Administrations participant au transport, au prorata des distances parcourues, sans préjudice des arrangements différents qui peuvent intervenir entre les parties intéressées.

4. — Sont considérés comme services tiers, à moins d'arrangement contraire, les transports maritimes effectués directement entre deux pays, au moyen de navires dépendant de l'un d'eux, ainsi que les transports effectués entre deux bureaux d'un même pays, par l'intermédiaire de services dépendant d'un autre pays.

5. — Les correspondances échangées à découvert entre deux Administrations de l'Union sont soumises, sans égard au poids ou à la destination, aux frais de transit suivants, savoir :

lettres	6	centimes pièce
cartes postales	2 ½	centimes pièce
autres objets	2 ½	centimes pièce.

Toutefois, les Administrations sont autorisées à considérer comme des dépêches closes les envois expédiés à découvert qui dépassent le poids de 250 grammes.

6. — Sont considérés comme autres objets, en ce qui concerne les frais de transit, les journaux ou paquets de journaux et écrits périodiques expédiés en vertu de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, ainsi que les boîtes avec valeur déclarée expédiées en vertu de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée.

7. — Un Office est autorisé à soumettre à l'appréciation d'une Commission d'arbitres les résultats d'une statistique qui, selon lui, différerait trop de la réalité. Cet arbitrage est constitué ainsi qu'il est prévu à l'article 10.

ARTICLE 71.

Frais d'entrepôt.

L'entrepôt, dans un port, de dépêches closes apportées par un paquebot et destinées à être reprises par un autre paquebot donne lieu au paiement d'une rémunération fixée à 50 centimes par sac au profit de l'Office des postes du lieu d'entrepôt, pourvu que cet Office ne reçoive pas de paiement pour un service de transit territorial ou maritime.

ARTICLE 72.

Exemption de frais de transit.

Sont exempts de tous frais de transit territorial ou maritime, les correspondances en franchise de port mentionnées à l'article 43 ; les cartes postales-réponse renvoyées au pays d'origine ; les envois réexpédiés ; les rebuts ; les avis de réception ; les mandats de poste et tous autres documents relatifs au service postal, notamment les plis concernant les virements postaux.

Les dépêches mal dirigées sont considérées, en ce qui concerne le paiement des frais de transit et d'entrepôt, comme si elles avaient suivi leur voie normale.

ARTICLE 73.

Services extraordinaires.

Les prix de transit spécifiés à l'article 70 ne s'appliquent pas aux transports dans l'Union au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une Administration sur la demande d'une ou de plusieurs autres Administrations. Les conditions de cette catégorie de transports sont réglées de gré à gré entre les Administrations intéressées.

ARTICLE 74.

Services aériens.

1. — Les prix de transit prévus à l'article 70 ne s'appliquent pas aux services aériens établis pour le transport des correspondances entre deux ou plusieurs pays.

2. — Les frais de transport afférents à chaque parcours effectué par voie aérienne sont uniformes pour toutes les Administrations qui font emploi du service sans participer aux frais d'exploitation.

3. — Les Administrations des postes des pays desservis directement par des services aériens déterminent, d'accord avec les Compagnies intéressées, les frais de transport afférents aux dépêches chargées dans les aéroports de leurs territoires respectifs pour les parcours effectués au moyen des appareils de ces Compagnies. Toutefois est réservé à toute Administration dont dépend un service aérien, le droit de percevoir, pour la totalité du parcours, les frais de transport par ce service directement de chaque Administration qui en fait emploi.

4. — Le transbordement en cours de route des dépêches qui empruntent successivement plusieurs services aériens distincts se fait obligatoirement par l'intermédiaire de l'Administration des postes du pays où a lieu le transbordement. Cette règle ne s'applique pas lorsque ce transbordement a lieu entre des appareils assurant les sections successives d'un même service.

Si les dépêches doivent être entreposées avant leur réexpédition par un autre service aérien, l'Administration des postes intéressée a droit aux frais d'entrepôt aux conditions prévues par l'article 71.

En dehors de ces frais éventuels d'entrepôt, les Administrations des pays survolés n'ont droit à aucune rémunération pour les dépêches transportées par voie aérienne au-dessus de leurs territoires.

ARTICLE 75.

Payements et décomptes.

1. — Les frais de transit et d'entrepôt sont à la charge de l'Administration du pays d'origine.

2. — Le décompte général de ces frais a lieu d'après les données des relevés statistiques établis, une fois tous les cinq ans, pendant une période de vingt-huit jours à déterminer dans le Règlement.

3. — Lorsque le solde annuel des décomptes des frais de transit et d'entrepôt entre deux Offices ne dépasse pas 1000 francs, l'Office débiteur est exonéré de tout payement de ce chef.

ARTICLE 76.

Frais de transit dans les relations avec les Pays étrangers à l'Union.

1. — Les Offices qui ont des relations avec les Pays situés en dehors de l'Union doivent prêter leur concours à tous les autres Offices de celle-ci pour que les correspondances soient soumises en dehors de l'Union, comme dans son ressort, aux frais de transit déterminés par l'article 70.

2. — Les frais totaux de transit maritime dans l'Union et en dehors de l'Union ne peuvent toutefois pas excéder 15 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets. Le cas échéant, ces frais sont répartis au prorata des distances, entre les Offices intervenant dans le transport.

3. — Les frais de transit, territorial ou maritime, en dehors des limites de l'Union comme dans le ressort de celle-ci, des correspondances auxquelles s'applique le présent article, sont constatés dans la même forme que les frais de transit afférents aux correspondances échangées entre Pays de l'Union au moyen des services d'autres Pays de l'Union.

ARTICLE 77.**Echange de dépêches closes avec des bâtiments de guerre.**

1. — Des dépêches closes peuvent être échangées entre les bureaux de poste de l'un des pays contractants et les commandants de divisions navales ou bâtiments de guerre de ce même pays en station à l'étranger, ou entre le commandant d'une de ces divisions navales ou bâtiments de guerre et le commandant d'une autre division ou bâtiment du même pays, par l'intermédiaire des services territoriaux ou maritimes dépendant d'autres pays.

2. — Les correspondances de toute nature comprises dans ces dépêches doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des états-majors et des équipages des bâtiments destinataires ou expéditeurs des dépêches ; les tarifs et conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après ses règlements intérieurs, par l'Administration des postes du pays auquel appartiennent les bâtiments.

3. — Sauf arrangement contraire entre les Offices intéressés, l'Office postal expéditeur ou destinataire des dépêches dont il s'agit est redevable, envers les Offices intermédiaires, de frais de transit calculés conformément aux dispositions de l'article 70.

DISPOSITIONS DIVERSES**ARTICLE 78.****Inobservation de la liberté de transit.**

Lorsqu'un pays n'observe pas les dispositions de l'article 25 concernant la liberté de transit, les Administrations ont le droit de supprimer le service postal avec lui. Elles doivent donner préalablement avis de cette mesure par télégramme aux Administrations intéressées.

ARTICLE 79.**Engagements.**

Les Pays contractants s'engagent à prendre, ou à proposer à leurs pouvoirs législatifs respectifs les mesures nécessaires :

a) pour punir tant la contrefaçon et l'usage frauduleux des coupons-réponse internationaux que l'emploi frauduleux, pour l'affranchissement d'envois postaux, de timbres-poste contrefaits ou ayant déjà servi, ainsi que d'empreintes contrefaites, ou ayant déjà servi, de machines à affranchir ;

b) pour interdire et réprimer les opérations frauduleuses de fabrication, vente, colportage ou distribution de vignettes et timbres en usage dans le service des postes, contrefaits ou imités de telle manière qu'ils pourraient être confondus avec les vignettes et timbres émis par l'Administration d'un des Pays adhérents ;

c) pour punir les opérations frauduleuses de fabrication et de mise en circulation de cartes d'identité postales, ainsi que l'emploi frauduleux de ces cartes ;

d) pour empêcher et, le cas échéant, punir l'insertion d'opium, de morphine, de cocaïne et autres stupéfiants dans les envois postaux en faveur desquels cette insertion ne serait pas expressément autorisée par la Convention et les Arrangements de l'Union.

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 80

Mise à exécution et durée de la Convention.

La présente Convention sera mise à exécution le 1^{er} octobre 1925 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Pays ci-dessus énumérés ont signé la présente Convention en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de la Suède et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait à Stockholm, le 28 août 1924.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

Pour E. A. STURMAN :
D. J. O'KELLY
D. J. O'KELLY

Pour l'Albanie :

David BJURSTRÖM

Pour l'Allemagne :

W. SCHENK
K. ORTH

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Joseph STEWART
Eugène R. WHITE
Edwin SANDS

Pour l'ensemble des Possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique autres que les Iles Philippines :

Joseph STEWART
Eugène R. WHITE
Edwin SANDS

Pour les Iles Philippines :

Juan RUIZ

Pour la République Argentine :

M. RODRIGUEZ OCAMPO

Pour la Commonwealth de l'Australie :

Pour l'Autriche :

Julius JUHLIN
Gustaf KIHLMARK
Gunnar LAGER
Thore WENNQVIST

Pour la Belgique :

A. PIRARD
Hub. KRAINS
O. SCHOCKAERT

Pour la Colonie du Congo belge :

M. HALEWYCK
G. TONDEUR

Pour la Bolivie :

Mto. URRIOLAGOITIA H

Pour le Brésil :

A. de ALMEIDA-BRANDÃO
J. Henrique ADERNE

Pour la Bulgarie :

N. BOSCHNACOFF
St. IVANOFF

Pour le Canada :

Peter T. COOLICAN

Pour le Chili :

Cesar LEON
L. TAGLE SALINAS
C. VERNEUIL

Pour la Chine :

Tai TCH' ENNE LINNE

Pour la République de Colombie :

Luis SERRANO-BLANCO

Pour la République de Costa-Rica :

V. ANDERSSON

Pour la République de Cuba :

José J. MORALES DIAZ
César CARVALLO

Pour le Danemark :

C. MONDRUP
HOLMBLAD

Pour la Ville libre de Dantzig :

Dr Alfred WYSOCKI
Dr Marjan BLACHIER

Pour la République Dominicaine :

C. G. F. HAGSTRÖM

Pour l'Egypte :

H. MAZLOUM
E. MAGGIAR
Wahbé IBRAHIM

Pour l'Equateur :

El Conde de SAN ESTEBAN DE CAÑONGO
José MORENO PINEDA
A. CAMACHO

Pour les Colonies espagnoles :

Martin VICENTE SALTO

Pour l'Estonie :

Edward WIRGO

Pour l'Ethiopie :

B. MARCOS
A. BOUSSON

Pour la Finlande :

G. E. F. ALBRECHT

Pour la France :

M. LEBON
Robert HICGUET
A. BODY
DOUARCHE
G. BÉCHEL

Pour l'Algérie :

H. TREUILLET

Pour les Colonies et Protectorats français

de l'Indochine :

André TOUZET

Pour l'ensemble des autres Colonies françaises :

G. PILLIAS
GINESTOU

*Pour la Grande-Bretagne et divers Colonies et
Protectorats britanniques :*

F. H. WILLIAMSON
E. L. ASHLEY FOAKES
W. G. GILBERT

Pour la Grèce :

PENTHÉROUDAKIS
J. LACHNIDAKIS

Pour le Guatemala :

Pour la République d'Haïti :
Carl SCHLYTER

Pour la République du Honduras :

Pour la Hongrie :
O. de FEJÉR
G. Baron SZALAY

Pour l'Inde britannique :
Geoffrey CLARKE
Hemanta Kumar RAHA

Pour l'Etat libre d'Irlande :
Pour P. S. O' HÉIGEARTAIGH :

P. S. MAC CATHMHAOIL
P. S. MAC CATHMHAOIL
D. O'HIARLATHA

Pour l'Islande :
C. MONDRUP
HOLMBLAD

Pour l'Italie :
Luigi PICARELLI
Paolo RIELLO
Giovanni BARTOLI

Pour l'ensemble des Colonies italiennes :

Luigi PICARELLI
Paolo RIELLO
Giovanni BARTOLI

<p>- <i>Pour le Japon :</i></p> <p>S. KOMORI H. KAWAI H. MAKINO</p> <p><i>Pour le Chosen :</i></p> <p>S. KOMORI R. TAKAHASHI</p> <p><i>Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises :</i></p> <p>K. SUGINO H. KAWAI</p> <p><i>Pour la Lettonie :</i></p> <p>Ed. KADIKIS Louis RUDANS</p> <p><i>Pour la République de Libéria :</i></p> <p>Gustaf W. de HORN de RANTZIEN</p> <p><i>Pour la Lithuanie :</i></p> <p>I. JURKUNAS-SCHEYNIUS Adolfas SRUOGA</p> <p><i>Pour le Luxembourg :</i></p> <p>JAAQUES</p> <p><i>Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole) :</i></p> <p>F. GENTIL WALTER</p> <p><i>Pour le Maroc (Zone espagnole) :</i></p> <p>El Conde de SAN ESTEBAN DE CAÑONGO José MORENO PINEDA A. CAMACHO</p> <p><i>Pour le Mexique :</i></p> <p>R. NIETO José V. CHÁVEZ</p> <p><i>Pour le Nicaragua :</i></p> <p><i>Pour la Norvège :</i></p> <p>Klaus HELSING Oskar HOMME</p> <p><i>Pour la Nouvelle-Zélande :</i></p> <p>A. T. MARKMAN</p>	<p><i>Pour la République de Panama :</i></p> <p>José D. MORALES César CARVALLO</p> <p><i>Pour le Paraguay :</i></p> <p>Gunnar LANGBORG</p> <p><i>Pour les Pays-Bas :</i></p> <p>SCHREUDER J. S. v. GELDER J. M. LAMERS</p> <p><i>Pour les Indes néerlandaises :</i></p> <p>I. J. MILBORN</p> <p><i>Pour M. W. F. GERDES OOSTERBEEK :</i></p> <p>I. J. MILBORN</p> <p><i>Pour les Colonies néerlandaises en Amérique :</i></p> <p>I. J. MILBORN</p> <p><i>Pour M. W. F. GERDES OOSTERBEEK :</i></p> <p>I. J. MILBORN</p> <p><i>Pour le Pérou :</i></p> <p>Emil HECTOR</p> <p><i>Pour la Perse :</i></p> <p>FAHIMED DOWLEH E. PIRE</p> <p><i>Pour la Pologne :</i></p> <p>Dr Alfred WYSOCKI Dr Marjan BLACHIER</p> <p><i>Pour le Portugal :</i></p> <p>Henrique MOUSINHO D'ALBUQUERQUE Adalberto DA COSTA VEIGA</p> <p><i>Pour les Colonies portugaises de l'Afrique :</i></p> <p>Juvenal ELVAS FLORIADO SANTA BARBARA</p> <p><i>Pour les Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie :</i></p> <p>Joaquim Pires FERREIRA CHAVES</p> <p><i>Pour la Roumanie :</i></p> <p>George LECCA</p> <p><i>Pour la République de St-Marin :</i></p> <p>Percival KALLING</p>
---	--

Pour le Salvador :

P. COURTILET

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Dragutin DIMITRIJEVIĆ
Sava TUTUNDŽIĆ
Milos KOVACHEVIĆ
Stojsa KRBAVAC

Pour le Royaume de Siam :

Phya SANPAKITCH PREECHA

Pour la Suède :

Julius JUHLIN
Gustaf KIHLMARK
Gunnar LAGER
Thore WENNQVIST

Pour la Suisse :

P. DUBOIS
C. ROCHE

Pour la Tchécoslovaquie :

JUDr OTOKAR RŮŽIČKA
Joseph ZÁBRODSKÝ

Pour la Tunisie :

F. GENTIL
BARBARAT

Pour la Turquie :

Pour MEHMED SABRY :
BÉHA TALY
BÉHA TALY

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes :

V. OSSINSKY
V. DOVGOLEVSKI
E. HIRSCHFELD
E. SYREVITCH
KATISS
V. TCHITCHINADSE

Pour l'Uruguay :

Adolfo AGORIO

Pour les États-Unis de Vénézuela :

Luis Alejandro AGUILAR

AUGUSTO B. LEGUIA

PRESIDENTE DE LA REPUBLICA PERUANA.

POR CUANTO:

EN EL CONGRESO DE LA UNION POSTAL UNIVERSAL, REUNIDO EN LA CIUDAD DE ESTOCOLMO, EL 28 DE AGOSTO DE 1924, SE SUSCRIBIO LA SIGUIENTE:

CONVENTION POSTAL UNIVERSAL

Celebrada entre la Union de Sud-Africa, Albania, Alemania, los Estados Unidos de America, el Conjunto de posesiones insulares de los Estados Unidos de America a excepcion de las Islas Filipinas, la Republica Argentina, la Confederacion de Australia, Austria, Belgica, la Colonia del Congo Belga, Bolivia, Brasil, Bulgaria, Canada, Chile, la China, la Republica de Colombia, la Republica de Costa Rica, la Republica de Cuba, Dinamarca, la Ciudad Libre Dantzig, la Republica Dominicana, Egipto, Ecuador, Espana, las Colonias Espanolas, Estonia, Etiopia, Finlandia, Francia, Algeria, las Colonias y Protectorados Franceses de la Indochina, el Conjunto de las otras Colonias Francesas, la Gran Bretaña, y las diversas Colonias y Protectorados Britanicos, Grecia, Guatemala, la Republica de Haiti, la Republica de Honduras, Hungria, India Britanica, el Estado Libre de Irlanda, Islandia, Italia, el Conjunto de Colonias Italianas, Japon, Chosen, el Conjunto de otras Dependencias Japonesas, Letonia, la Republica de Liberia, Lituania, Luxemburgo, Marruecos (con exclusion de la Zona Espanola), Marruecos (Zona Espanola), Mexico, Nicaragua, Noruega, Nueva Zelandia, Republica de Panama, Paraguay, los Paises Bajos, Indias Holandesas en America, Peru, Persia, Polonia, Portugal, Colonias Portuguesas del Africa, las Colonias Portuguesas del Asia y Oceania, Rumania, la Republica de San Marino, El Salvador, el Territorio de la Sarre, el Reino de los Serbios, Croatas y Eslavos, el Reino de Siam, Suecia, Suiza, Checoslovaquia, Tinez, Turquia, la Union de las Repeticas Sovieticas Socialistas, Uruguay y los Estados Unidos de Venezuela.

Los suscritos Plenipotenciarios de los paises mencionados arriba, habiendo reunido en Congreso, en Estocolmo, en virtud del articulo 27 de la Convencion Postal Universal firmada en Madrid el 30 de noviembre de 1920, de comun acuerdo y bajo reserva de ratificacion, hemos revisado la mencionada Convencion conforme a las disposiciones siguientes:

TITULO I

LA UNION POSTAL UNIVERSAL

CAPÍTULO I

ORGANIZACION Y JURISDICCIÓN DE LA UNION

ARTICULO 1

Constitución de la Unión.

Los países entre los que se celebra la presente Convención, forman, bajo la denominación de Unión Postal Universal, un solo territorio postal para el canje recíproco de correspondencias. La Unión Postal tiene igualmente por finalidad asegurar la organización y el perfeccionamiento de los diversos servicios postales internacionales.

ARTICULO 2

Nuevas adhesiones.—Procedimiento.

Los países que no forman parte de la Unión serán admitidos, en todo tiempo, a adherirse a la Convención. Su solicitud de adhesión debe ser hecha por la vía diplomática, al Gobierno de la Confederación Suiza, y por éste a todos los países de la Unión.

ARTICULO 3

Convención y Arreglos de la Unión.

El servicio de correos por cartas se rige por las disposiciones de la Convención.

Otros servicios tales como cartas y cajas con valor declarado, encomiendas postales, giros postales, transferencias postales, valores en cobranza, suscripciones a diarios y publicaciones periódicas, serán objeto de arreglos especiales entre los países de la Unión.

Estos arreglos son obligatorios solamente para los países que los han aceptado.

La adhesión a uno o a varios de estos arreglos está sometida a las disposiciones del artículo anterior.

ARTICULO 4

Reglamentos de ejecución.

Las Administraciones de la Unión precisarán de común acuerdo en reglamentos de ejecución, las medidas de orden y de detalle necesarias para la ejecución de la Convención y de los Arreglos.

ARTÍCULO 5

Tratados especiales.—Uniones restringidas.—Radio de límite.

1.—Los países de la Unión tienen el derecho de mantener y concluir tratados lo mismo que mantener y establecer uniones restringidas con tendencias a reducir las tasas o mejorar las relaciones postales.

2.—Por su parte las Administraciones están autorizadas para tratar entre ellas los arreglos o disposiciones necesarios sobre asuntos que no son de interés para el conjunto de la Unión, siempre que no se introduzcan disposiciones menos favorables, que las previstas por las Actas de la Unión.

En lo que atañe a la correspondencia las Administraciones pueden entenderse entre sí para adoptar tazas reducidas en un radio de 30 kilómetros.

ARTÍCULO 6

Legislación interna.

Las estipulaciones de la Convención y de los Arreglos de la Unión no se oponen a la legislación de cada país en todo aquello que no esté expresamente previsto por estas Actas.

ARTÍCULO 7

Relaciones con los países extraños a la Unión.

Las Administraciones de la Unión que sostienen relaciones con países extraños a ella están obligadas a poner esas relaciones a la disposición de las otras Administraciones para el canje de las correspondencias.

Las disposiciones de la Convención se aplican al canje de objetos de correspondencia entre los países de la Unión y los países extraños e allá, siempre que este intercambio exija los servicios de dos de las partes contratantes, por lo menos.

ARTÍCULO 8

Colonias, Protectorados, etc.

Para los efectos de la Convención y de los Arreglos, especialmente en lo que concierne a su derecho de voto en los Congresos, Conferencias, y en el intervalo de las reuniones, lo mismo que en su contribución a los gastos de la Oficina Internacional de la Unión Postal Universal, se considerarán como constituyendo un solo país o una sola Administración de la Unión:

- 1.—La Colonia del Congo Belga.
- 2.—El conjunto de posesiones insulares de los Estados Unidos de América a excepción de las Islas Filipinas y comprendiendo Hawái, Puerto Rico, Guam y las Islas vírgenes de los Estados Unidos de América.
- 3.—Las Islas Filipinas.

- 4.—Todas las Colonias Españolas.
- 5.—Algeria.
- 6.—Las Colonias y Protectorados franceses de la Indochina.
- 7.—El conjunto de todas las otras Colonias francesas.
- 8.—El conjunto de Colonias italianas.
- 9.—El Chosen.
- 10.—Todas las otras dependencias japonesas.
- 11.—Las Indias holandesas.
- 12.—Las Colonias holandesas en América.
- 13.—Las Colonias portuguesas del Africa.
- 14.—Las Colonias portuguesas del Asia y Oceanía.

ARTÍCULO 9

Jurisdicción de la Unión.

Se consideran como pertenecientes a la Unión Postal Universal:

- a)—Las oficinas de correos establecidas por países de la Unión en los países extraños a la Unión.
- b)—El Principado de Liechtenstein como dependiente de la Administración de Correos de Suiza.
- c)—Las Islas Feroe y la Groenlandia, formando parte de Dinamarca.
- d)—Las posesiones españolas de la costa septentrional del Africa, formando parte de España; y la República de Andorra como perteneciente a la Administración de Correos española.
- e)—El Principado de Mónaco como perteneciente a la Administración de Correos de Francia.
- f)—El Walfish-bay como perteneciente a la Unión de Sud Africa, y Basutoland como dependencia de los correos de la Unión de Sud Africa.
- g)—Los correos noruegos establecidos en las islas Spitzberg como pertenencia de la Administración de Correos de Noruega.

ARTÍCULO 10

Arbitrajes.

1.—En caso de desacuerdo entre dos o varios miembros de la Unión, relativo a la interpretación de la Convención y de los Arreglos o a la responsabilidad que se deriva para una Administración, de la aplicación de estas Actas, la cuestión en litigio se arregla por juicio arbitral. En estos casos cada una de las Administraciones litigantes escoge otro miembro de la Unión que no esté directamente interesado en el asunto.

En el caso de que una de las oficinas en desacuerdo no diera curso a una propuesta de arbitraje en el plazo de seis meses o de nueve meses para los países de ultramar, la Oficina Internacional podrá, en vista de la demanda que le sea presentada, insinuar a su vez la designación de un árbitro a la oficina que no ha cumplido o designará ella misma uno, de oficio.

2.—La decisión de los árbitros se da por mayoría absoluta de votos.

3.—En caso de dividirse los votos, los árbitros, para solucionar el diferendo, escogerán otra Administración igualmente desinteresada en el litigio.

A falta de un acuerdo para escogerla esta Administración será designada por la Oficina Internacional entre los miembros de la Unión no propuestos por los árbitros.

4.—Los árbitros no pueden ser designados fuera de las oficinas que ejecutan el arreglo que da lugar al litigio.

ARTÍCULO 11

Retiro de la Unión.—Cesación de la participación en los arreglos.

Las altas partes contratantes tienen la facultad de retirarse de la Unión o dar término a su participación en los Arreglos dando aviso anticipado de un año, por intermedio de su Gobierno al Gobierno de la Confederación Suiza.

CAPÍTULO II

CONGRESOS, CONFERENCIAS, COMISIONES

ARTÍCULO 12

Congreso.

1.—Los delegados de los países de la Unión se reunirán en Congreso a más tardar cinco años después de la fecha en que entran en vigencia las Actas del Congreso anterior, con el fin de someterlas a revisión o completarlas si hubiere lugar.

Cada país se hará representar en el Congreso por uno o varios delegados Plenipotenciarios provistos de los poderes necesarios por sus Gobiernos. Puede en caso necesario, hacerse representar por la delegación de otro país. De todos modos se entiende que una delegación no puede sino representar a dos países comprendiendo al que lo ha acreditado primero.

En las deliberaciones cada país dispone de un solo voto.

2.—Cada Congreso fija el lugar de reunión del Congreso siguiente. Este será convocado por intermedio del país donde se ha de reunir, previo acuerdo con la Oficina Internacional. Este Gobierno se encarga también de notificar a los de los demás países de la Unión, las resoluciones adoptadas por el Congreso.

ARTÍCULO 13

Ratificaciones.—Vigencias y duración de las Actas del Congreso.

Las Actas del Congreso se ratificarán tan pronto como sea posible y las ratificaciones se comunicarán al Gobierno del país que ha sido sede del Congreso.

En el caso en que una o varias de las partes contratantes no ratificaran una u otra de las Actas suscritas por ellas estas no serán menos válidas para los Estados que las hayan ratificado.

Esas Actas serán puestas en vigencia simultáneamente y tendrán la misma duración.

A partir del día fijado para que entren en vigor las Actas adoptadas por un Congreso y salvo disposición en contrario, quedan anuladas las del Congreso anterior.

ARTÍCULO 14

Congresos extraordinarios.

Cuando la solicitud sea hecha o aprobada por las dos terceras partes, por lo menos, de los países contratantes se reunirá un Congreso extraordinario previo acuerdo con la Oficina Internacional.

Las reglas estipuladas en los artículos 12 y 13 son aplicables a las delegaciones, a las deliberaciones y a las Actas de los Congresos extraordinarios.

ARTÍCULO 15

Reglamento de los Congresos.

Cada Congreso prepara el reglamento necesario a sus trabajos y a sus deliberaciones.

ARTÍCULO 16

Conferencias.

Se podrán reunir conferencias encargadas del examen de cuestiones puramente administrativas, a pedido de las dos terceras partes, por lo menos, de las Administraciones de la Unión.

Tales Conferencias serán convocadas previo acuerdo con la Oficina Internacional.

Las Conferencias formulan sus reglamentos.

ARTÍCULO 17

Comisiones.

Las Comisiones encargadas por un Congreso o una Conferencia del estudio de una o varias cuestiones determinadas son convocadas por la Oficina Internacional, previo acuerdo, en caso dado, con la Administración del país donde esas Comisiones se deben reunir.

CAPÍTULO III

PROPOSICIONES EN EL INTERVALO DE LAS REUNIONES

ARTÍCULO 18

Presentación de las proposiciones.

En el intervalo de las reuniones toda Administración tiene el derecho de dirigir a las otras Administraciones, por intermedio de la Oficina Internacional, proposiciones relativas a la Convención y su Reglamento.

El mismo derecho se acuerda a las Administraciones de los países que participan de los Arreglos en lo que concierne a estos Arreglos y a sus Reglamentos.

Para que sean aceptadas a deliberación, todas las proposiciones presentadas en el intervalo de las reuniones deben estar apoyadas, por lo menos, por dos Administraciones, sin contar aquella de donde emanan. Estas proposiciones quedan en suspensión mientras la Oficina Internacional no reciba el número necesario de declaraciones favorables a ella.

ARTÍCULO 19

Examen de las proposiciones.

Toda proposición se someterá al siguiente procedimiento:

Se acuerda a las Administraciones un plazo de seis meses para examinar la proposición y para hacer llegar a la Oficina Internacional, dado el caso, sus observaciones. Las modificaciones no serán admitidas. Las respuestas serán clasificadas por la Oficina Internacional, y comunicadas a las Administraciones invitándolas a pronunciarse en pro o en contra. Aquellas que no hayan hecho llegar su voto en un plazo de seis meses a partir de la fecha de la segunda circular en la que la Oficina Internacional les haya notificado las observaciones presentadas, se considera que se abstienen.

Si la proposición se refiere a uno de los Arreglos o al respectivo Reglamento, solo las Administraciones que se hayan adherido a este Arreglo podrán tomar parte en los trámites arriba indicados.

ARTÍCULO 20

Requisitos para la aprobación.

1.—Para llegar a ser obligatorias las proposiciones deben reunir:

- a)—La unanimidad de los sufragios si se trata de adición de nuevas disposiciones o modificación de las disposiciones de los títulos 1 y 2 y de los artículos 33 a 36, 38, 48 a 53, 55, 56, 58, 60 a 63, 65 a 75, 77 a 80 de la Convención así como de los artículos 1, 4, 17, 53, 66, 86 de su Reglamento.
1, 4, 17, 53, 66, 86 de su Reglamento.

- b) — Las dos terceras partes de los sufragios si se trata de la modificación de disposiciones ajenas a las mencionadas en el inciso anterior.
- c) — La mayoría absoluta si se trata de la interpretación de las disposiciones de la Convención y de su Reglamento, salvo el caso de desacuerdo que se somete al arbitraje previsto en el artículo 10.

Los Arreglos fijan las condiciones a las que se subordinan la aprobación de las proposiciones que les conciernen.

ARTÍCULO 21

Notificación de las resoluciones.

Las adiciones y modificaciones introducidas en la Convención y en los Arreglos son sancionadas por una declaración diplomática que el Gobierno de la Confederación suiza está encargado de formular y trasmitir a los Gobiernos de los países contratantes a solicitud de la Oficina Internacional.

Las adiciones y las modificaciones que se introduzcan en los Reglamentos son sancionadas y notificadas a las Administraciones por la Oficina Internacional.

Se sigue el mismo procedimiento con las interpretaciones a que se refiere el inciso c del artículo precedente.

ARTÍCULO 22

Cumplimiento de las resoluciones.

Toda adición o modificación adoptada no es obligatoria sino tres meses, por lo menos, después de su notificación.

CAPÍTULO IV

OFICINA INTERNACIONAL

ARTÍCULO 23

Atribuciones generales.

1.— Una oficina central, que funcionará en Berna con el nombre de Oficina Internacional de la Unión Postal Universal, bajo la supervigilancia de la Administración de Correos de Suiza servirá de órgano de unión, de información y de consulta a los países de la Unión.

Se encargará especialmente esta oficina de reunir, coordinar, publicar y distribuir las informaciones de toda clase que interesan al servicio internacional de correos; de expedir a solicitud de las partes interesadas notificaciones sobre los asuntos en litigio, de tramitar las solicitudes de mo-

dificación de las Actas del Congreso, de notificar los cambios efectuados y en general de hacer los estudios, trabajos de redacción o de documentación que la Convención, los Arreglos y sus Reglamentos le impongan, en aquello que sea de interés para la Unión.

2.—Intervendrá a título de oficina de compensación en la liquidación de cuenta de toda clase, relativas al Servicio Internacional de Correos, entre las Administraciones que soliciten esta intervención.

ARTÍCULO 24

Gastos de la Oficina Internacional.

1.—Cada Congreso señala la cifra máxima a que pueden llegar anualmente los gastos de la Oficina Internacional.

Estos gastos lo mismo que los extraordinarios a que de lugar la reunión de un Congreso, de una Conferencia o de una Comisión y los que puedan derivarse de trabajos especiales que se confíen a esa Oficina serán sufragados en común por todos los países de la Unión.

2.—Para el efecto se dividen en siete clases de las que cada una contribuye a los gastos en la siguiente proporción:

Primer	clase	25	unidades
Segunda	"	20	"
Tercera	"	15	"
Cuarta	"	10	"
Quinta	"	5	"
Sexta	"	3	"
Séptima	"	1	"

En caso de una nueva adhesión el Gobierno de la Confederación suiza determinará de común acuerdo con el Gobierno del país interesado la clase que le corresponde respecto a la repartición de los gastos de la Oficina Internacional.

TITULO II

REGLAS DE ORDEN GENERAL

CAPÍTULO ÚNICO

ARTÍCULO 25

Libertad de tránsito.

1.—Se garantiza la libertad de tránsito en todo el territorio de la Unión.

2.—La libertad de tránsito de las encomiendas postales está limitada al territorio de los países que participan de ese servicio. Los envíos con valor declarado pueden transitar en valijas cerradas por el territorio de los países que no se han adherido al Arreglo concerniente a envíos de esa especie; pero la responsabilidad de estos países queda limitada a la prescrita para los envíos certificados.

ARTÍCULO 26

Derecho para utilizar los servicios de la Unión.

Los países de la Unión reconocen a todos el derecho de utilizar los servicios de que tratan la Convención y los Arreglos.

ARTÍCULO 27

Prohibición de tasas no previstas.

Se prohíbe percibir tasas postales, de cualquier naturaleza que sean, que no estén previstas por la Convención y los Arreglos.

ARTÍCULO 28

Suspensión temporal del servicio.

Cuando por circunstancias extraordinarias una Administración se ve obligada a suspender temporalmente y de manera parcial o total sea la expedición de los objetos de correspondencia que le son enviados por otra Administración, sea la ejecución de uno o varios servicios especiales, está obligada a dar inmediatamente aviso, si fuere necesario por telégrafo, a la Administración o a las Administraciones interesadas.

ARTÍCULO 29

Moneda tipo.

El franco tomado como unidad monetaria en las disposiciones de la Convención y los Arreglos es el franco de oro de cien céntimos, de un peso de 10/31 de gramo y de una ley de 0.900.

ARTÍCULO 30

Equivalentes.

En todos los países de la Unión las tasas se establecen de acuerdo con un equivalente que corresponda lo más exactamente posible, en la moneda actual de cada país con relación al franco oro.

ARTÍCULO 31

Fórmulas.—Idiomas.

1.—Las fórmulas que usen las Administraciones para sus relaciones recíprocas deben ser redactadas en francés con o sin traducción en las entrelíneas, a otra lengua, a menos que las Administraciones interesadas no dispongan de otro modo por un acuerdo directo.

2.—Las fórmulas para el uso del público que no estén impresas en francés deben llevar una traducción interlineal en ese idioma.

3.—Las fórmulas de que hacen mención los párrafos 1 y 2 deben ser de dimensiones que se aproximen lo más posible a las prescritas por los Reglamentos de la Convención y los Arreglos.

4.—Las Administraciones pueden ponerse de acuerdo acerca del idioma que quieran emplear para la correspondencia de servicio en sus relaciones reciprocas.

ARTÍCULO 32

Tarjetas de identidad.

1.—Las Administraciones pueden entregar a las personas que lo soliciten tarjetas de identidad válidas como documento justificativo de todas las transacciones efectuadas por las oficinas de correos de los países que no hubieran notificado su oposición a admitirlas.

2.—La Administración que entrega una tarjeta de identidad queda autorizada a percibir por este hecho, una tasa que no puede ser superior a un franco.

3.—Las Administraciones están eximidas de toda responsabilidad desde que se comprueba que la entrega de un envío postal o el pago de un giro ha tenido lugar a la presentación de una tarjeta de identidad regular.

No son tampoco responsables de las consecuencias que puedan derivarse de la pérdida, el robo o el uso fraudulento de una tarjeta de identidad regular.

4.—La tarjeta de identidad es válida por tres años a partir del día de su expedición.

TITULO III

DISPOSICIONES RELATIVAS A LAS CORRESPONDENCIAS POSTALES

CAPÍTULO I

DISPOSICIONES GENERALES

ARTÍCULO 33

Objetos de correspondencia.

La denominación de objetos de correspondencia se aplica a las cartas, tarjetas postales sencillas y con respuesta pagada, a los papeles de negocio, a las muestras de mercaderías y a los impresos de toda clase comprendiendo las impresiones en relieve para los ciegos.

Tasas y condiciones generales.

Las tasas de franqueo para el transporte de los objetos de correspondencia en todo el territorio de la Unión, comprendiendo la entrega a domicilio del destinatario, en los países donde el servicio de distribución es o será organizado, se fijan conforme a las indicaciones del siguiente cuadro:

Objetos	Unidades de peso gr.	Tasas cts.	De peso	Límites de dimensiones
Cartas...{ 1º unidad de peso por unidad suplementaria.....	20	25	2 kilos	45 cm. en cada sentido en rollos.
	...	15		75 cm. de largo y 10 cm. de diámetro.
Tarjetas postales.{ sencillas.....cos respuestas.....	...	15	máxima 15 en longitud. 10.5 cm. ancho
	...	30	mínima 10 cm longitud 7 cm. ancho.
Impresos.....	50	5	2 kilos	Este peso es de 3 kilos para los volúmenes que se expiden aisladamente.
Impresiones en relieve para los ciegos.....	1000	5	3 kilos	45 cm. de cada lado.
Papeles de negocio.....	50	5	2 kilos	en rollos
" " " tasa mínima....	...	25	75 cm. de largo y 10 cm. de diámetro.
Muestras de mercaderías....	50	5	500 gramos	45 cm. de largo 20 cm. de ancho. 10 cm. de espesor en rollos.
" .. tasa.....				45 cm. de largo. 15 cm. de diámetro.
" mínima.....	...	10	

Las Administraciones están facultadas para conceder en sus relaciones recíprocas, a los diarios y publicaciones periódicas expedidos directamente por los editores, una reducción del 50 por ciento sobre la tarifa general de impresos.

La misma facultad se les acuerda en lo que concierne a los libros en rústica o empastados con exclusión de toda publicidad o reclame.

Igualmente para las publicaciones literarias o científicas cambiadas entre las Instituciones científicas.

2.—Cada país de la Unión fijará, según las indicaciones del cuadro precedente, las tasas que se percibirán por los objetos de correspondencia.

3.—Las cartas no deberán contener ninguna otra carta, nota o documento que no esté dirigido al destinatario o a personas que viven con él.

4.—Las muestras de mercaderías, los papeles de negocios y los impresos de toda clase no deben llevar carta alguna o nota que tenga carácter de correspondencia actual y personal; deben estar acondicionados de manera que se pueda comprobar su contenido fácilmente, salvo las excepciones que señala el Reglamento.

5.—Los límites de peso y de dimensiones que fija el párrafo 1 de este artículo no se aplican a las correspondencias relativas al servicio postal a que se refiere el párrafo 1 del artículo 43.

6.—Los paquetes de muestras de mercaderías no deben contener ningún objeto susceptible de ser vendido o negociado.

7.—La reunión en un solo envío de objetos de correspondencia de categorías diferentes (objetos agrupados) está autorizada en las condiciones que fija el Reglamento.

8.—Salvo las excepciones señaladas por la Convención y su Reglamento, no se dará curso a los envíos que no llenen las condiciones requeridas.

Los objetos que hayan sido admitidos por error pueden ser reexpedidos a la oficina de origen. Si la oficina de destino los entrega al destinatario, debe eventualmente aplicarle las tasas y sobretasas que le corresponden según la categoría de correspondencia a que en realidad pertenezcan.

9.—Los envíos franqueados con tarifa de carta pueden contener objetos sujetos a derechos de aduana cuando la importación de estos objetos bajo la forma de cartas se admite en el país de destino.

A estos envíos se les aplicará, del lado de la dirección una etiqueta conforme a las prescripciones del Reglamento.

La Administración del país destinatario está autorizada a someter estos envíos al control aduanero, a abrirlos de oficio y a percibir los derechos de importación en la forma que señala su legislación.

ARTÍCULO 35

Franqueo.

Los envíos que no sean cartas o tarjetas postales sencillas deben ser enteramente franqueados.

No se da curso a las tarjetas postales con respuesta pagada cuyas dos partes no estén enteramente franqueadas en el momento del depósito.

ARTÍCULO 36

Multa en caso de ausencia e insuficiencia de franqueo.

En caso de ausencia e insuficiencia de franqueo, y salvo las excepciones que señala el artículo 39 del Reglamento para cierta categoría de

envíos reexpedidos, los objetos de correspondencia de toda clase están sujetos, con cargo a los destinatarios, a una multa equivalente al doble del monto del franqueo que falta o al doble de la insuficiencia de franqueo, sin que esa multa pueda ser inferior a 10 céntimos.

ARTÍCULO 37

Correspondencias fuera de la Unión.

1.—Las tasas para las correspondencias con destino a los países fuera de la Unión no deben ser inferiores a la tarifa normal de la Unión.

Las correspondencias originarias de países fuera de la Unión que se dirigen a un país de la Unión sin franqueo o insuficientemente franqueadas son multadas por la oficina distribuidora según las reglas aplicables en su propio servicio para los envíos semejantes destinados a los países de donde provienen dichas correspondencias.

ARTÍCULO 38

Sobretasas.

Puede percibirse además de las tasas que fijan los artículos 34 y 37, por todo objeto enviado por servicios dependientes de Administraciones extrañas a la Unión o por servicios extraordinarios dentro de la Unión, que den lugar a gastos especiales, una sobretasa en relación con esos gastos.

Cuando la tarifa de franqueo de la tarjeta postal sencilla comprende la sobretasa autorizada por el párrafo precedente, esta misma tarifa es aplicable a cada una de las partes de las tarjetas postales con respuesta pagada.

ARTÍCULO 39

Tasas especiales.

1.—Las Administraciones están autorizadas para gravar con una tasa adicional, según las disposiciones de su legislación, los objetos remitidos a su servicio de expedición a última hora.

2.—Los países de destino que están autorizados por su legislación para efectuar envíos que contengan objetos afectos a derechos de aduana pueden percibir, al ser retirados dichos envíos, un derecho hasta de 50 céntimos por la tramitación de cada uno de estos envíos.

3.—El país de destino está autorizado a percibir, por los objetos dirigidos a Poste Restante, una tasa especial, de acuerdo con su Reglamento.

ARTÍCULO 40

Envíos expresos.

1.—Cuando los expedidores lo soliciten, los envíos de correspondencia serán remitidos a domicilio, por medio de un empleado especial, inmediatamente después de su llegada, en los países cuyas Administraciones postales consienten en encargarse de dicho servicio en sus relaciones reciprocas.

2.—Estos envíos, llamados expresos, están sujetos, además del porte ordinario, a una tasa especial que llega mínimo al doble del franqueo de una carta sencilla ordinaria y máximo a un franco. Esta tasa debe ser pagada totalmente y por adelantado, por el expedidor.

3.—Cuando el domicilio del destinatario está ubicado fuera de los límites de distribución gratuita de la oficina de destino, la remisión por expreso puede dar lugar a la percepción de una tasa complementaria hasta llegar a aquella que se haya fijado para el servicio interno.

La remisión por expreso no es sin embargo obligatoria en este caso.

4.—Los envíos expresos no franqueados del todo y por el total de tasas pagaderas por adelantado son distribuidos por los medios ordinarios, salvo que hayan sido tratados como expresos por el Correo de origen.

ARTÍCULO 41

Prohibiciones.

1.—Se prohíbe expedir:

- a)—Objetos que por su naturaleza o envoltura puedan ser de peligro para los agentes postales o puedan manchar o deteriorar la correspondencia.
- b)—Materias explosivas, inflamables o peligrosas.
- c)—Animales vivos con excepción de las abejas y gusanos de seda.
- d)—Objetos sujetos a derechos de aduana, salvo las excepciones indicadas en el artículo 34 párrafo 9, lo mismo que las muestras expedidas en gran número con el fin de evitar el pago de esos derechos.
- e)—Opio, morfina, cocaína y otros narcóticos.
- f)—Objetos obscenos o inmorales.
- g)—Toda clase de objetos cuya entrada o circulación están prohibidas en los países de origen o de destino.

Se prohíbe también, expedir, en los envíos no certificados, monedas, billetes de banco y billetes circulares (demoneda) objeto de oro o plata, piedras preciosas, alhajas y otros objetos de valor.

2.—Los envíos que por error hayan sido admitidos y expedidos deben ser devueltos a la oficina de origen salvo el caso de que la Administración del país de destino esté autorizada por su legislación o sus reglamentos a disponer de otra manera. De todos modos las materias explosivas inflamables o peligrosas y los objetos obscenos o inmorales no se devuelven a la oficina de origen sino que deben ser destruidos en el mismo lugar y bajo la vigilancia de la Administración que constata su existencia.

En el caso de que los envíos admitidos por error no sean devueltos a la oficina de origen ni entregados al destinatario, la oficina expedidora debe ser informada al respecto por la de destino para que pueda tomar las medidas que el caso imponga.

3.—Por lo demás todos los países de la Unión se reservan el derecho de no efectuar en su territorio el transporte en tránsito al descubierto o la distribución de los objetos que gocen de reducción de tasa cuando su trasmisión no esté de acuerdo con las leyes, ordenanzas o decretos que regulan las condiciones de su publicación o de su circulación en este país. Estos objetos deberán ser devueltos a la oficina de origen.

Franquicias de franqueo.

1.—El franqueo se efectúa, sea por medio de estampillas válidas en el país de origen para la correspondencia de particulares sea por media de impresiones hechas por medio de máquinas de franqueo oficialmente adoptadas y que funcionan bajo el control inmediato de la Administración.

2.—Se consideran como debidamente franqueadas las tarjetas postales respuesta, que llevan impresas o pegadas estampillas del país de emisión de estas tarjetas, los envíos regularmente franqueados para su primer recorrido y en el que el complemento de tasa ha sido cancelado antes de su reexpedición lo mismo que los diarios o paquetes de diarios y publicaciones periódicas que lleven al lado de la dirección la mención "Suscripción postal" o una anotación equivalente y que sean expedidos en virtud del Arreglo sobre suscripciones a diarios y publicaciones periódicas.

3.—Las correspondencias depositadas en alta mar en el buzón de un vapor o en manos de los agentes de correos a bordo o de los capitanes de vapores, pueden ser franqueadas, salvo arreglo contrario entre las Administraciones interesadas, por medio de estampillas y según la tarifa del país del cual depende el vapor mencionado. Si el depósito se hace a bordo durante la estada en cualquiera de los puntos terminales del recorrido o en una de las escalas intermedias del franqueo, no es válido mientras no se haga por medio de estampillas y según la tarifa del país en cuyas aguas se encuentra el vapor.

Franquicia de porte.

1.—Son admitidas con franquicia de porte las correspondencias relativas al servicio postal, cambiadas entre las Administraciones de Correos, entre estas oficinas y la Oficina Internacional, entre las oficinas de correos de los países de la Unión y entre esas oficinas y las Administraciones, lo mismo que aquellas cuyo libre transporte está expresamente previsto por las disposiciones de la Convención, los Arreglos y sus Reglamentos.

2.—Las correspondencias, con excepción de los envíos gravados de reembolso, destinadas a los prisioneros de guerra o expedidas por ellas están igualmente libres de todo gravamen postal tanto en los países de origen y de destino como en los intermediarios.

Igualmente las correspondencias que conciernen a los prisioneros de guerra expedidas o recibidas sea directamente o sea a título de intermediario por las oficinas de informaciones, que se establezcan eventualmente para tales prisioneros en los países beligerantes o en los neutrales que hayan recibido beligerantes en su territorio.

Los beligerantes recogidos e internados en un país neutral, son considerados como prisioneros de guerra propiamente dicho, en lo que concierne a la aplicación de las disposiciones arriba mencionadas.

Cupones respuesta.

Los cupones respuesta serán puestos en venta en los países de la Unión.

El precio de venta será determinado por las Administraciones interesadas, pero no puede ser inferior a 40 céntimos oro o al equivalente de esa suma en la moneda del país que los expenda. Cada cupón se puede cambiar en todo país de la Unión por estampillas que equivalgan al franqueo de una carta sencilla originaria de este país con destino al extranjero. De todos modos el canje debe hacerse antes de que expire el sexto mes siguiente al de la emisión.

Además, cada país se reserva el derecho de exigir el depósito simultáneo de los cupones respuesta y de los envíos de correspondencia por franquear en cambio de estos cupones.

Retiro.—Modificación de dirección.

1.—El expedidor de un objeto de correspondencia puede hacerla retirar del servicio o modificar su dirección mientras que este objeto no haya sido entregado al destinatario.

2.—El pedido que se formulará con este objeto se trasmisirá por vía postal o telegráfica por cuenta del expedidor, quien debe pagar por toda solicitud por la vía postal la tasa aplicable a una carta sencilla certificada; y por toda solicitud por telégrafo el costo del telegrama más la tasa postal si se trata de un cambio de dirección.

Reexpedición.—Rezagos.

1.—La reexpedición de objetos de correspondencia en el territorio de la Unión no da lugar a la percepción de ninguna tasa suplementaria, salvo en los casos previstos en el Reglamento. La misma disposición se aplica a la devolución al expedidor de los objetos caídos en rezago.

2.—Los objetos de correspondencia que son reexpedidos o caen en rezago son entregados a los destinatarios o a los expedidores previo pago de las tasas con que han sido gravados a su expedición, a la llegada al país de destino o durante el recorrido por causa de reexpedición después del primer recorrido.

3.—Las correspondencias que caen en rezago, por cualquiera causa que sea, deben ser inmediatamente reexpedidas al país de origen.

El plazo de conservación de las correspondencias rezagadas, a la disposición de los destinatarios, o de las dirigidas a Poste Restante, está regulado por las disposiciones que rigen al respecto en el país de destino.

Sin embargo ese plazo no puede exceder de seis meses en las relaciones con los países de ultramar, ni de dos meses en las otras relaciones. La reexpedición al país de origen debe tener lugar en el plazo más corto si el expedidor lo hubiere solicitado así con una anotación impuesta al lado de la dirección, en idioma conocido en el país de destino.

4.—Los impresos sin valor no son devueltos a menos que el expedidor no solicite la devolución por medio de una anotación sobre la cubierta.

5.—La tasa de Poste Restante prevista por el artículo 30, no se aplica al objeto en caso de reexpedición o de devolución por rezago.

6.—La tasa complementaria estipulada en el párrafo 3 del artículo 40 si puede exigirse en caso de reexpedición o de rezago de un envío expreso.

ARTÍCULO 47

Reclamaciones.

1.—La reclamación de toda clase de envíos da lugar a la percepción de un derecho fijo de un franco máximo.

En lo que se refiere a los envíos certificados no se percibe ningún derecho si el expedidor ha pagado la tasa especial por aviso de recepción.

2.—Las reclamaciones no se admitirán sino dentro del plazo de un año a partir del día siguiente al de depósito.

CAPÍTULO II

ENVIOS CERTIFICADOS

ARTÍCULO 48

Tasas.

1.—Los objetos de correspondencia designados en el artículo 33 pueden ser expedidos bajo certificación.

Sin embargo las partes "Respuesta" adheridas a las tarjetas postales no pueden ser certificadas por los expedidores primitivos de esos envíos.

2.—La tasa de todo envío certificado debe ser pagada por adelantado.

Se compone:

a)—Del importe del franqueo ordinario del envío, según su naturaleza.

b)—De un derecho fijo de certificación de 40 céntimos, máximo.

3.—Se entregará gratuitamente al expedidor de un envío certificado un recibo, en el momento del depósito.

4.—Los países que aceptan los riesgos derivados de un caso de fuerza mayor están autorizados para percibir una tasa especial de 40 céntimos máximo, por cada envío certificado.

Avisos de recepción.

El expedidor de un envío certificado puede obtener un **aviso de recepción pagando**, en el momento del depósito un derecho fijo de 40 céntimos máximo.

El aviso de recepción puede solicitarse con posterioridad al depósito del envío, dentro del plazo que fija el artículo 47 para las reclamaciones, abonándose un derecho que no deberá ser mayor del doble del indicado en el inciso precedente.

Límite de la responsabilidad.

Salvo los casos previstos en el artículo siguiente, las Administraciones son responsables por la pérdida de envíos certificados.

El expedidor tiene derecho, por esta causa, a exigir el pago de una indemnización que se ha fijado en 50 francos por cada objeto.

Si el expedidor ha pagado los derechos de reclamación y si esta ha sido motivada por deficiencias del servicio esos derechos son también restituidos.

Excepciones al principio de responsabilidad.

Las Administraciones no son responsables por la pérdida de envíos certificados:

- a)—En caso de fuerza mayor. Sin embargo la responsabilidad subsiste con respecto a la oficina expedidora que ha aceptado los riesgos derivados de caso de fuerza mayor. (Artículo 48 párrafo 4).
- b)—Cuando no pueden dar cuenta de los envíos por razón de la destrucción de los documentos de servicio que resultan de un caso de fuerza mayor.
- c)—Cuando se trata de envíos cuyo contenido cae bajo las prohibiciones del párrafo 1 del artículo 41.
- d)—Cuando el expedidor no ha hecho reclamación alguna en el plazo que señala el artículo 47.

Cesación de la responsabilidad.

Las Administraciones dejan de ser responsables por envíos certificados, cuando han efectuado la entrega de tales envíos en las condiciones previstas por su reglamento interior.

Para los envíos dirigidos a Poste Restante o mantenidos en lista a la disposición de los destinatarios, la responsabilidad cesa por la entrega a una persona que ha probado su identidad según las reglas vigentes en el país de destino y cuyos nombres y calidades son conformes con las indicaciones de la dirección.

ARTÍCULO 53

Pago de la indemnización.

La obligación de pagar indemnización incumbe a la Administración de la que depende la oficina expedidora del envío, reservándose el derecho de repetir contra la oficina responsable.

ARTÍCULO 54

Plazo para el pago.

1.—El pago de la indemnización deberá hacerse lo antes posible y a más tardar en el plazo de seis meses a partir del día siguiente a la reclamación.

Ese plazo puede ser hasta de nueve meses en las relaciones con los países de ultramar.

2.—La oficina de origen está autorizada para indemnizar al expedidor por cuenta de la oficina intermediaria o de destino que oportunamente requerida, ha dejado pasar seis meses sin dar solución al asunto. Ese plazo se prolonga a nueve meses cuando se trata de países de ultramar.

La oficina expedidora puede excepcionalmente diferir el pago de la indemnización más allá del plazo señalado en el párrafo anterior, cuando no ha llegado a aclararse si la pérdida de un envío es debida a un caso de fuerza mayor.

ARTÍCULO 55

Determinación de la responsabilidad.

1.—Salvo prueba en contrario, la responsabilidad por la pérdida de un certificado recae sobre la oficina que habiendo recibido el objeto sin hacer observaciones y estando en posesión de todos los medios reglamentarios de investigación no puede establecer ni la entrega al destinatario, ni si hubiere lugar a ello, la trasmisión regular a otra oficina.

Si la pérdida ha tenido lugar durante el transporte, sin que pueda saberse en qué territorio o en qué servicio se ha producido, las oficinas interesadas soportan los daños por partes iguales. De todas maneras el total de la indemnización será entregado a la oficina de origen por la primera Administración que no puede establecer la trasmisión regular del envío reclamado, al servicio correspondiente. Incumbe a esta Administración recuperar, de las demás oficinas responsables la parte que debe cada una de ellas de la indemnización al interesado.

2.—Cuando un objeto certificado se ha perdido por causa de fuerza mayor, la oficina en cuyo territorio o en cuyo servicio ha tenido lugar la pérdida, no es responsable ante la oficina expedidora si ambos países no aceptan los riesgos que se derivan de casos de fuerza mayor.

3.—Al pagar la indemnización la Administración, responsable se sustituye hasta por el importe de esta indemnización en los derechos de la persona que la ha recibido, por toda reclamación posterior sea contra el destinatario, sea contra el expedidor o contra tercera persona.

ARTÍCULO 56

Reembolso de la indemnización a la oficina expedidora.

La oficina responsable o aquella por cuenta de la que se haya efectuado el pago en conformidad con el artículo 54, debe reembolsar a la oficina expedidora del monto de la indemnización dentro de un plazo de tres meses, después de notificársele el pago.

Este reembolso se efectúa sin gravamen para la oficina acreedora, sea por medio de un giro postal o de una letra, sea en especies que circulen en el país acreedor. Vencido el plazo de tres meses la suma debida a la oficina expedidora produce interés a razón de siete por ciento al año, a partir del día en que expira dicho plazo.

La oficina cuya responsabilidad ha quedado debidamente establecida y que se ha negado al pago de la indemnización, es responsable por todos los gastos accesorios que resulten del atraso no justificado en el pago.

De todos modos las Administraciones pueden llegar a un acuerdo para liquidar periódicamente el monto de las indemnizaciones que han pagado a los expedidores, y que han sido reconocidas por ellas como justificadas.

ARTÍCULO 57

Responsabilidad por los envíos certificados fuera de los límites de la Unión.

La responsabilidad en materia de envíos certificados con destino o procedentes de países ajenos a la Unión o en tránsito por esos países, está regulada por las siguientes disposiciones:

- a)—Por el transporte dentro de la jurisdicción de la Unión, según las estipulaciones de esta Convención.
- b)—Por el transporte fuera de los límites de la Unión, según las condiciones notificadas por la oficina de la Unión que sirva de intermediaria.

CAPÍTULO III

ENVIOS CONTRA REEMBOLSOS

ARTÍCULO 58

Tasas y condiciones.—Liquidación.

Las correspondencias certificadas pueden ser expedidas gravadas de reembolso en las relaciones entre los países cuyas Administraciones convienen en efectuar ese servicio.

Salvo arreglo en contrario el monto del reembolso se expresa en moneda del país de origen del envío.

El máximo del reembolso es igual al fijado para los giros postales con destino al país de origen del envío.

Los objetos contra reembolso están sometidos a las formalidades y a las tasas de los envíos certificados.

El expedidor pagará además una tasa fija que no puede ser inferior a 20 céntimos ni superior a 50 céntimos y un derecho proporcional de medio por ciento del monto del reembolso. La oficina expedidora tiene la facultad de redondear esas tasas, según las conveniencias de su sistema monetario.

2.—El monto recibido del destinatario es enviado al expedidor por medio de un giro de reembolso que se emite gratuitamente.

Las Administraciones pueden acordar cualquier otro procedimiento para la liquidación de las sumas recibidas. Ellas pueden encargarse especialmente, en condiciones convenientes, de ponerlas en cuenta corriente postal en el país de destino del envío.

ARTÍCULO 59

Anulación del monto de reembolso.

El expedidor de un envío certificado gravado de reembolso puede pedir la anulación total o parcial de dicho gravamen.

Las solicitudes de esta clase están sujetas a las mismas disposiciones que los pedidos de retiro o modificación de dirección. (Artículo 45).

ARTÍCULO 60

Responsabilidad en caso de pérdida del envío.

La pérdida de un envío certificado de reembolso compromete la responsabilidad del servicio postal en las condiciones determinadas por los artículos 50 y 51.

ARTÍCULO 61

Garantía de las sumas cobradas regularmente.

Las sumas recibidas regularmente de los destinatarios, hayan o no sido convertidas en giros postales o puestas en cuenta corriente postal están garantizadas al expedidor en las condiciones determinadas en favor del depositario por el arreglo concerniente a los giros postales o por las prescripciones que rigen el servicio de cheques y transferencias postales.

ARTÍCULO 62

Indemnización en caso de falta de cobro, cobro insuficiente o fraude.

1.—Si el envío ha sido entregado al destinatario sin hacer la cobranza del monto de reembolso, el expedidor tiene derecho a una indemnización siempre que haya presentado su reclamación dentro del plazo que

señala el párrafo 2 del artículo 47 y a menos que la falta de cobro no sea debida a falta o negligencia de su parte o que el contenido del envío no caiga bajo las prohibiciones del artículo 41.

Igual disposición se aplica si la suma cobrada del destinatario es inferior al monto del reembolso indicado o si la cobranza se ha efectuado fraudulentamente.

La indemnización no podrá en ningún caso ser mayor que el monto del reembolso.

2.—Por el pago de la indemnización y hasta por el importe de su valor, la Administración responsable se sustituye en los derechos del expedidor por toda reclamación posterior contra el destinatario o tercera persona.

ARTÍCULO 63

Sumas cobradas regularmente.—Indemnizaciones.—Pago y reclamaciones.

La obligación de pagar las sumas cobradas regularmente, lo mismo que la indemnización a que se refiere el artículo anterior, incumbe a la Administración de la que depende la oficina expedidora del envío, reservándose el derecho de repetir contra la oficina responsable.

ARTÍCULO 64

Plazo para el pago.

• Las disposiciones del artículo 54 concernientes a los plazos para el pago de las sumas cobradas o a la indemnización por envíos contra reembolso.

ARTÍCULO 65

Determinación de la responsabilidad.

El pago por la oficina expedidora de sumas cobradas regularmente, lo mismo que el de la indemnización que señala el artículo 62 se hace por cuenta de la oficina destinataria. Esta es responsable a menos que pueda probar que la falta se debe a la no observancia de una disposición reglamentaria, por la oficina expedidora. En el caso de cobranza fraudulenta como consecuencia de la desaparición de un envío contra reembolso, la responsabilidad de las oficinas en litigio se determina según las reglas que señala el artículo 55 por la pérdida de un envío certificado ordinario.

ARTÍCULO 66

Reembolso de sumas adelantadas.

La oficina destinataria está obligada a reembolsar a la oficina expedidora en las condiciones que señala el artículo 56 las sumas que han sido adelantadas por su cuenta.

ARTÍCULO 67

Giros de reembolso.

El monto de un giro de reembolso, que por un motivo cualquiera no ha sido pagado al beneficiado, no se reembolsa a la oficina de emisión. Se deja a disposición del beneficiado, por la oficina expedidora del envío gravado de reembolso y queda definitivamente a favor de esta oficina después de expirar el plazo legal de prescripción. En cualquier caso, y con las reservas indicadas por el Reglamento, los giros de reembolso están sujetos a las disposiciones prescritas por el arreglo concerniente a los giros postales.

ARTÍCULO 68

División de las tasas y del derecho de reembolso.

Las tasas señaladas en el último inciso del párrafo 1 del artículo 58 se dividen por partes iguales entre la Administración de origen y la del país de destino en las condiciones prescritas por el Reglamento.

En el caso de que dos oficinas no perciban una tasa fijada de reembolso de igual monto, la cuota a bonificar a la oficina correspondiente se calcula sobre la base de la tasa más baja.

CAPÍTULO IV

PERTENENCIA DE LAS TASAS. — GASTOS DE TRÁNSITO Y DE DEPÓSITO.

ARTÍCULO 69

Pertenencia de las tasas.

Salvo los casos expresamente señalados por la Convención cada Administración conserva por completo las sumas que ha percibido.

ARTÍCULO 70

Gastos de tránsito.

1.—Las correspondencias cambiadas en valijas cerradas entre dos Administraciones de la Unión por medio de los servicios de una o de varias otras Administraciones (Servicios de terceros) están sujetas, en beneficio de cada uno de los países intermediarios o cuyos servicios participan en el transporte, a los gastos de tránsito indicados en el siguiente cuadro:

	Por kilogramo	
	Cartas y tarjetas postales	Otros objetos
1º Recorridos territoriales:	Fr. c.	Fr. c.
hasta 1.000 kilómetros.....	0.75	0.10
más allá de 1.000 hasta 2.000 km.....	1.00	0.15
" " 2.000 " 3.000 "	1.50	0.20
" " 3.000 " 6.000 "	2.50	0.30
" " 6.000 " 9.000 "	3.50	0.40
" " 9.000 km.....	4.50	0.50
2º Recorridos marítimos:		
hasta 300 millas marinas.....	0.75	0.10
más allá de 300 hasta 1.500 millas marinas	2.00	0.25
Entre Europa y América del Norte.....	3.00	0.40
más allá de 1.500 hasta 6.000 m.m.....	4.00	0.50
" " de 6.000 m.m.....	6.00	0.75

2.—Los gastos de tránsito para el transporte marítimo sobre un trayecto que no excede de 300 millas marinas se fijan en un tercio de las sumas señaladas por el párrafo anterior, si la Administración interesada percibe por causa de los despachos transportados, la retribución correspondiente al tránsito territorial.

3.—En caso de transporte marítimo efectuado por dos o más Administraciones los gastos de todo el recorrido no pueden exceder de 6 francos por kilogramo de cartas y tarjetas postales y 0.75 de franco por kilogramo de otros objetos. Cuando los totales de esos gastos exceden de 6 francos y de 0.75 de franco se reparten entre las Administraciones que han participado en el transporte a prorrata de las distancias recorridas, sin perjuicio de arreglos diferentes que pueden ser llevados a cabo entre las partes interesadas.

4.—Se consideran como servicios de terceros, a menos de arreglo en contrario los transportes marítimos efectuados directamente entre dos países por medio de navíos pertenecientes a uno de ello lo mismo que los transportes efectuados entre dos oficinas de un mismo país por intermedio de servicios dependientes de otro país.

5.—Las correspondencias canjeadas al descubierto entre dos oficinas de la Unión, quedan sometidas sin tomar en consideración el peso o el destino a los gastos de tránsito siguientes:

Cartas, 6 céntimos cada; tarjetas postales, 2 ½ céntimos cada una; otros objetos, 2 ½ céntimos cada una.

Sin embargo las Administraciones están autorizadas para considerar como valijas cerradas los envíos expedidos al descubierto cuyo peso excede de 250 gramos.

6.—Están considerados como otros objetos, en lo que concierne a los gastos de tránsito los diarios o paquetes de diarios y publicaciones periódicas expedidas en virtud del arreglo concerniente a suscripciones a diarios y publicaciones periódicas, así como las cajas con valor declarado expedidas en virtud del arreglo concerniente a cartas y cajas con valor declarado.

7.—Una oficina está autorizada a someter a la apreciación de una comisión de árbitros los resultados de una estadística que según ella difiera en mucho de la realidad. Este arbitraje se constituye en la forma prescrita por el artículo 10.

ARTÍCULO 71

Gastos de depósito.

El depósito en un puerto, de valijas cerradas traídas por una embarcación y destinadas a ser tomadas por otra embarcación determina el pago de una remuneración, que se fija en 50 céntimos por saco, a beneficio de la oficina de correos del lugar de depósito, siempre que esta oficina no reciba pago por un servicio de tránsito territorial o marítimo.

ARTÍCULO 72

Liberación de gastos de tránsito.

Están exceptuados de todo gasto de tránsito territorial o marítimo las correspondencias con franquicia de porte mencionadas en el artículo 43, las tarjetas postales respuesta devueltas al país de origen, los envíos reexpedidos, los rezagos, los avisos de recepción, los giros postales y todos los demás documentos relativos al servicio postal, especialmente la pliegos que se refieren a las transferencias postales.

Las valijas mal dirigidas están consideradas en lo que respecta a los gastos de tránsito o de depósito como si hubieran seguido su curso normal.

ARTÍCULO 73

Servicios extraordinarios.

Los gastos de tránsito especificados en el artículo 70 no se aplican a los transportes dentro de la Unión por medio de servicios extraordinarios especialmente creados o sostenidos por una Administración a pedido de una o de varias Administraciones. Las condiciones de esta clase de transportes se reglan de común acuerdo entre las Administraciones interesadas.

ARTÍCULO 74

Servicios aéreos.

1.—Las tasas de tránsito indicadas en el artículo 70 no se aplican a los servicios aéreos establecidos para el transporte de correspondencias entre dos o varios países.

2.—Los gastos de transporte referentes a cada recorrido efectuado por vía aérea son uniformes para todas las Administraciones que utilizan el servicio sin contribuir a los gastos de explotación.

3.—Las Administraciones de Correos de los países que se sirven directamente de servicios aéreos, determinan de acuerdo con las compañías interesadas los gastos de transporte referentes a los envíos embarcados en los aeródromos de sus territorios respectivos para los recorridos efectuado por medio de los aparatos de esas compañías. De todos modos se reserva a la Administración de que depende un servicio aéreo el derecho de percibir, por todo el recorrido, los gastos de transporte por ese servicio, directamente de cada Administración que hace uso de él.

4.—El trasbordo durante el viaje de los envíos que necesitan sucesivamente de varios servicios aéreos distintos, se hace obligatoriamente por la Administración de Correos del país donde tiene lugar el trasbordo. Esta regla no se aplica cuando el trasbordo tiene lugar entre aparatos que funcionan en las secciones sucesivas de un mismo servicio.

Si los envíos deben ser depositados antes de su reexpedición por otro servicio aéreo la Administración de Correos interesada tiene derecho a percibir los gastos de depósito en las condiciones que señala el artículo 71.

Fuera de estos gastos eventuales de depósito las Administraciones de los países atravesados no tienen derecho a ninguna retribución por los envíos transportados por vía aérea sobre sus territorios.

ARTÍCULO 75

Pagos y cuentas.

1.—Los gastos de tránsito y de depósito corren por cuenta de la Administración del país de origen.

2.—La cuenta general de estos gastos se formula según las indicaciones de los cuadros estadísticos establecidos una vez cada cinco años durante un período de veintiocho días que determinará el Reglamento.

3.—Cuando el saldo anual de las cuentas de gastos de tránsito y de depósito entre dos oficinas no excede de 1,000 francos, la oficina deudora queda exonerada de todo pago por este concepto.

ARTÍCULO 76

Gastos de tránsito en las relaciones con los países extraños a la Unión.

1.—Las oficinas que tienen relaciones con los países situados fuera de la Unión, deben prestar su concurso a todas las otras oficinas de esta para que las correspondencias sean sometidas fuera de la Unión, cómo en su jurisdicción, a los gastos de tránsito determinados por el artículo 70.

2.—Los gastos totales de tránsito marítimo en la Unión y fuera de la Unión no pueden exceder de 15 francos por kilogramo de cartas y tarjetas postales y de 1 franco por kilogramo de otros objetos. Llegado el caso esos gastos se repartirán, según las distancias recorridas, entre las oficinas que intervengan en el transporte.

3.—Los gastos de tránsito territorial o marítimo fuera de los límites de la Unión o dentro de ella, de correspondencias a las que se aplica el presente artículo, se constatan en la misma forma que los gastos de tránsito relativos a las correspondencias canjeadas entre países de la Unión por medio de los servicios de otros países de la Unión.

ARTÍCULO 77

Intercambio de despachos cerrados con barcos de guerra.

1.—Pueden intercambiarse despachos cerrados entre las oficinas de correos de un país contratante y los comandantes de divisiones navales o barcos de guerra de ese mismo país que estén de estación en el extranjero o entre el comandante de una de esas divisiones o barcos de guerra y el comandante de otra división o barco del mismo país por intermedio de servicios territoriales o marítimos dependientes de otro país.

2.—La correspondencia de toda naturaleza comprendida en esos despachos debe ser exclusivamente dirigida u originaria de los estados mayores de las tripulaciones de los barcos destinatarios o remitentes de los despachos; las tarifas y condiciones de envío que le sean aplicables se determinan de acuerdo con los Reglamentos internos por la Administración de Correos del país a que pertenezca el barco.

3.—Salvo arreglo en contrario entre las oficinas interesadas, la oficina postal expedidora o destinataria de los envíos de que se trata es deudora ante las oficinas intermediarias de los gastos de tránsito calculados de acuerdo con las instrucciones del artículo 70.

DISPOSICIONES DIVERSAS

ARTÍCULO 78

Falta de observancia de la libertad de tránsito.

Cuando un país no observa las disposiciones del artículo 25 concernientes a la libertad de tránsito, las Administraciones tienen derecho de suprimir el servicio postal con él, pero deben dar de antemano aviso de esta medida, por telegrama, a las Administraciones interesadas.

ARTÍCULO 79

Compromisos.

Los países contratantes se comprometen a adoptar o a proponer a sus poderes legislativos respectivos las medidas necesarias.

- a)—Para castigar tanto la falsificación y el uso fraudulento de los cupones respuesta internacionales como el empleo fraudulento, para el franqueo de envíos postales, de estampillas falsificadas o que hayan ya servido, lo mismo que impresiones falsificadas o que hayan ya servido de máquinas de franquear.

- b)—Para prohibir y reprimir las operaciones fraudulentas de fabricación o distribución, venta o difusión de viñetas y estampillas en uso en los servicios postales, falsificadas o imitadas de tal manera que se pueden confundir con las viñetas y estampillas emitidas por la Administración de uno de los países adherentes.
- c)—Para castigar las operaciones fraudulentas de fabricación y echar a la circulación tarjetas de identidad postales, lo mismo que el empleo fraudulento de esas tarjetas.
- d)—Para impedir y llegado el caso castigar la introducción de opio, morfina, cocaína y otros narcóticos en los envíos postales en los que esta introducción no esté debidamente autorizada por la Convención y los Arreglos de la Unión.

DISPOSICIONES FINALES

ARTÍCULO 80

Vigencia y duración de la Convención.

La presente Convención entrará en vigencia el 1º de octubre de 1925 y quedará en vigor durante tiempo indeterminado.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios de los países arriba mencionados han firmado la presente Convención en un ejemplar que quedará depositado en los archivos del Gobierno de Suecia y del que se remitirá copia a cada una de las altas partes contratantes.

Hecha en Stockolmo, el 28 de agosto de 1924.

POR LA UNIÓN DEL ÁFRICA DEL SUR:

Por E. A. Sturman: D. J. O'Kelly.—D. J. O'Kelly.

POR ALBANIA:

David Bjuström.

POR ALEMANIA:

W. Schenk.—K. Orth.

POR LOS EE. UU. DE AMÉRICA:

Joseph Stewart.—Eugene R. White.—Edwin Sands.

POR EL CONJUNTO DE LAS POSESIONES INSULARES DE LOS EE. UU. DE AMÉRICA EXCEPTO LAS FILIPINAS:

Joseph Stewart.—Eugene R. White.—Edwin Sands.

POR LAS ISLAS FILIPINAS:

Juan Ruiz.

POR LA REPÚBLICA ARGENTINA:

M. Rodríguez Ocampo.

POR EL COMMONWEALTH DE AUSTRALIA:

.....
POR AUSTRIA:

Julius Juhlin.—Gustaf Kihlmark.—Gunnar Lager.—Thore Vennqvist.

POR BÉLGICA:

A. Pirard.—Hub. Kraains.—C. Schockaert.

POR LA COLONIA DEL CONGO BELGA:

M. Halewyck.—G. Tondeur.

POR BOLIVIA:

Mto. Urriolagoitia II.

POR EL BRASIL:

A. de Aleida-Brandão.—J. Henrique Aderne.

POR BULGARIA:

N. Boschanacoff.—St. Ivanoff.

POR EL CANADÁ:

Peter T. Coolican.

POR CHILE:

César León.—L. Tagle Salinas.—C. Verneuil.

POR LA CHINA:

Tai Tch'Enne Linne.

POR LA REPÚBLICA DE COLOMBIA:

Luis Serrano Blanco.

POR LA REPÚBLICA DE COSTA RICA:

V. Anderson.

POR LA REPÚBLICA DE CUBA:

José D. Morales Diaz.—César Carvallo.

POR DINAMARCA:

C. Mondrup.—Holmblad.

POR LA LIBRE CIUDAD DE DANTZIG:

Dr. Alfred Wysocki.—Dr. Marjan Blachier.

POR LA REPÚBLICA DOMINICANA:

C. G. F. Hagström.

POR EGIPTO:

H. Mazloum.—E. Maggiar.—Wahbé Ibrahim.

POR EL ECUADOR:

.....

POR ESPAÑA:

El Conde de San Esteban de Cañongo.—José Moreno Pineda. — A. Camacho.

POR LAS COLONIAS ESPAÑOLAS:

Edward Wirgo.

POR ETIOPIA:

B. Marcos.—A. Bousson.

POR FINLANDIA:

G. E. F. Albrecht.

POR FRANCIA:

M. Lebon.—Robert Higuet.—A. Body.—Douarche.—G. Bechel.

POR ALGERIA:

E. Treuillé.

POR LAS COLONIAS Y PROTECTORADOS FRANCESES DE INDOCHINA:

André Touzet.

POR EL CONJUNTO DE LAS OTRAS COLONIAS FRANCESAS:

G. Pillias.—Ginestou.

POR LA GRAN BRETAÑA Y LAS DIVERSAS COLONIAS Y PROTECTORADOS BRITÁNICOS:

F. H. Williamson.—E. L. Ashley Foakes.—W. G. Gilbert.

POR GRECIA:

Penthaloudakis.—J. Lachnidakis.

POR GUATEMALA:

.....

POR LA REPÚBLICA DE HAITÍ:

Carl Schlyter.

POR LA REPÚBLICA DE HONDURAS:

POR HUNGRÍA:

O. de Fejer.—G. Baron Szalay.

POR LA INDIA BRITÁNICA:

Geoffrey Clarke.—Hemanta Kumar Raha.

POR EL ESTADO LIBRE DE IRLANDA:

Por P. S. O'Heigearaich.—P. S. Mac Cathimbaoil.—D. O'Hiarlatha.

POR ISLANDIA:

C. Mondrup.—Holmblad.

POR ITALIA:

Luiggi Picarelli.—Paolo Riello.—Giovanni Bartoli.

POR EL CONJUNTO DE LAS COLONIAS ITALIANAS:

Luiggi Picarelli.—Paolo Riello.—Giovanni Bartoli.

POR EL JAPÓN:

S. Komori.—H. Kawai.—H. Makino.

POR EL CHOSÉN:

S. Komori.—R. Takahashi.

POR EL CONJUNTO DE LAS OTRAS DEPENDENCIAS JAPONESAS:

K. Sugino.—Louis Roudans.

POR LA REPÚBLICA DE LIBERIA:

Gustaf W. de Horn de Rantzien.

POR LITUANIA:

I. Jurkunas-Scheynus.—Adolfas Sruoga.

POR LUXEMBURGO:

Jaaques.

POR MARRUECOS (excluyendo la zona española):

F. Gentil.—Walter.

POR MARRUECOS (zona española):

El Conde de San Esteban de Cañongo.—A. Camacho.

POR MÉXICO:

José V. Chávez.

POR NICARAGUA:

.....

POR NORUEGA:

Klaus Helsing.—Oskar Homme.

POR NUEVA ZELANDIA:

A. T. Markman.

POR LA REPÚBLICA DE PANAMÁ:

José D. Morales.—César Carvallo.

POR EL PARAGUAY:

Gunnar Langborg.

POR LOS PAÍSES BAJOS:

Schreuder.—J. S. v. Gelder.—J. M. Lamers.

POR LAS INDIAS HOLANDESAS:

I. J. Milborn.

Por M. W. F. Gerdés Osterbeek.—I. J. Milborn.

POR LAS COLONIAS HOLANDESAS EN AMÉRICA:

I. J. Milborn.

Por M. W. F. Gerdés Osterbeek.—I. J. Milborn.

POR EL PERÚ:

Emil Héctor.

POR PERSIA:

Fahimed Dowleh.—E. Pire.

POR POLONIA:

Dr. Alfred Wisocki.—Dr. Marjan Blachier.

POR PORTUGAL:

Henrique Mousinho D'Albuquerque.—Adaberto da Costa Veiga.

POR LAS COLONIAS PORTUGUESAS EN EL ÁFRICA:

Juvenal Elvas Floriado Santa Bárbara.

POR LAS COLONIAS PORTUGUESAS DEL ASIA Y OCEANÍA:

Joaquín Pires Ferreira Chaves.

POR RUMANÍA:

George Lecca.

POR LA REPÚBLICA DE ST. MARINO:

Percival Kalling.

POR EL SALVADOR:

.....

POR EL TERRITORIO DE LA SARRE:

P. Courtilet.

POR EL REINO DE LOS SERBIOS, CROATAS Y ESLOVENOS:

Dragutin Dimitrijevic.—Sava Tutundzic.—Milos Kovacevic.—Stojsa Kerlavac.

POR EL REINO DE SIAM:

Phya Sanpakitch Precha.

POR SUECIA:

Julius Juhlin. — Gustaf Kihlmark. — Gunnar Lager. — Thore Wonnqvist.

POR SUIZA:

P. Dubois.—C. Roches.

POR CHECOSLOVAQUIA:

Judr. Otokar Ruzicka.—Joseph Zabrodski.

POR TUNECIA:

F. Gentil.—Barbarat.

POR TURQUÍA:

Por Mehmed Sabry: Beha Taly.—Beha Taly.

POR LA UNIÓN DE LAS REPÚBLICAS Soviéticas SOCIALISTAS:

V. Ossinski.—V. Dovgolevski.—E. Hirschfeld.—E. Syrevitch.—Katicc.—V. Titchchinadse.

POR EL URUGUAY:

Adolfo Agorio.

POR LOS EE. UU. DE VENEZUELA:

Luis Alejandro Aguilor.